Parti Socialiste
Congrès national de Metz
6, 7 et 8 avril 1979

Sommaire

Le président (Alain Savary) 1
Guy Penne (Commission des Conflits) 1
François Mitterrand 4
Jean Natiez 21
Jacques Guyard 23
Michel Rocard 24
Amet 37
Pierre Guidoni 39
André Daudet 42
Jean Poperen 43

Séance du vendredi 6 avril 1979 (après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence d'Alain Savary.

Le président (Alain Savary)

La séance est reprise. La parole est à Guy Penne, président de la Commission des Conflits.

Guy Penne (Commission des Conflits)

Chers camarades, la Commission nationale des Conflits, depuis le Congrès de Nantes, s'est réunie très régulièrement et nous nous sommes efforcés, en toutes circonstances, de dépassionner les débats qui, très souvent, avaient été personnalités dans les rivalités au niveau de sections ou de fédérations.

La distance, parfois, améliorait un peu les choses.

Nous avons toujours pensé que la traduction de camarades devant la Commission des Conflits était un acte grave, surtout lorsqu'on en arrive à l'exclusion, et que même une sentence de blâme ou un avertissement n'était pas toujours une très bonne chose, étant soumise bien souvent à d'énormes fluctuations qui varient en fonction d'alliances locales qui se font et se défont.

La meilleure chose semble donc être de respecter scrupuleusement les statuts et règles du Parti, et il faut bien reconnaître que cela n'est pas toujours fait.

Nous ne recommanderons jamais assez que, dans les fédérations, dès que les instances sont mises en place, immédiatement l'on veille à l'installation des Commissions fédérales des conflits et au plus -tôt soient désignés le président et le secrétaire de chaque Commission fédérale.

Parfois, un certain nombre de fédérations ont trouvé qu'au plan national la Commission nationale des Conflits n'allait pas assez vite, mais nous avons été obligés, bien souvent, de reprendre complètement des dossiers qui nous

Collection Jean-Jaurès

parvenaient très mal constitués, avec des vices de forme, des adresses incomplètes, et c'est un travail de recollement des renseignements assez long et difficile à faire.
Nous, nous sommes trouvés aussi en face d'un autre problème : certaines affaires n'ont pas pu être traitées au plan fédéral, parce que la Commission fédérale des conflits, même lorsqu'elle était constituée, ne se saisissait pas des affaires qui étaient placées devant elle, dans les délais normaux.
C'est pour cela que la Commission nationale des Conflits a suggéré que lorsqu'au plan fédéral les délais ne sont pas respectés - ou la Commission n'est pas constituée - il y ait un droit de saisine de la Commission nationale des Conflits pour s'emparer des affaires tout à fait régulièrement.
Enfin, je voudrais signaler, ce qui est un point important, que, sauf en procédure d'urgence en période électorale, bien souvent nous avons vu qu'il y avait des sections et des fédérations qui prenaient des sanctions contre un membre du Parti. Cela est tout à fait anti-statutaire, nous avons donc dû casser ces décisions et rappeler à l'ordre un certain nombre de fédérations ou de sections.
L'ensemble des camarades a travaillé très régulièrement et j'espère que
la prochaine Commission nationale des Conflits agira avec la même indépendance, essayera de vous aider et d'aider notre Parti dans une tâche souvent délicate.
Je crois que vous avez eu connaissance, dans Le Poing et la Rose, du détail des sentences que nous avons prises. Il serait, à mon avis, trop fastidieux de vous relire tout cela et nous devons gagner du temps, c'est pourquoi j'en reste simplement au plan des principes et vous propose donc l'ensemble du rapport qui était dans Le Poing et la Rose.

Le président - Quels sont les camarades qui ont des observations à faire sur le rapport que vient de présenter Guy Penne et sur les sentences qui sont dans Le Poing et la Rose ?

Guy Penne - Je voudrais vous signaler quand même qu'il y a un certain nombre de demandes de réintégration qui ont été présentées mais que la Commission nationale des Conflits n'a pas eu l'occasion de se réunir pour se pencher sur ce problème avant le Congrès. C'est pourquoi je proposerai, si vous en êtes d'accord, que la Commission nationale des Conflits ou éventuellement une Commission spéciale se penche sur ce problème des réintégrations.
Je me tourne vers le président de séance et les membres du bureau...

Le président - Proposition de Guy Penne : que les demandes de réintégration soient soumises à la Commission nationale des Conflits...

Guy Penne - Qui pourrait rapporter, par exemple, dimanche matin.

Le président - ... qui rapporterait dimanche matin.
Pas d'objection ?

Fondation Jean Jaurès

Adopté.
Maintenant, personne ne désire intervenir ?
…….
Je remercie donc Guy Penne. Son rapport est adopté.
Camarades, il me revient maintenant de vous présenter les délégations fraternelles et les délégations amies qui nous font l'honneur et le plaisir d'être à nos côtés. Elles m'excuseront de ne pas citer chacun des délégués, mais lorsque le temps leur sera donné, elles auront l'occasion d'intervenir :
Délégations fraternelles -Allemagne, SPD. (Applaudissements) Belgique, PSB et BSP. (Applaudissements) Danemark, Social Démocratie, (Applaudissements) Espagne, PSOE. (Vifs applaudissements) Finlande, Parti Social Démocrate, (Applaudissements) Irlande, Labour Party. (Applaudissements) Israël, Labour Party. (Applaudissements) Italie, PSI et PSDI. (Applaudissements) Japon, Japan Socialist Party. (Applaudissements) Luxembourg, POSL. (Applaudissements) Portugal, PSP. (Applaudissements) Suède, Parti Social Démocrate, (Applaudissements) Suisse, Parti Socialiste Suisse, (Applaudissements) Etats-Unis, Démocratie Socialist Organisation Comittee. (Applaudissements)
L'Internationale Socialiste, (Applaudissements) L'Union des Partis Socialistes de la Communauté Economique Européenne, (Applaudissements)
Autres délégations fraternelles, et non des moindres : Chili, Parti Radical Chilien, (Très vifs applaudissements) Sénégal, Parti Socialiste Sénégalais, (Applaudissements) République dominicaine, PRD. (Applaudissements) Argentine, représentée par des personnalités que nous saluons. (Applaudissements)
Chili, Parti Socialiste Chilien, (Très vifs applaudissements prolongés)
Porto Rico, Parti Indépendantiste Portoricain, (Applaudissements)
Brésil, Parti Travailliste Brésilien et Opposition brésilienne.
(Applaudissements)
Cuba, le Parti Communiste Cubain, (Applaudissements)
Panama, Parti Révolutionnaire Démocratique, (Applaudissements)
Uruguay, Parti Socialiste, (Applaudissements)
Erythrée, FPLE. (Applaudissements)
Maroc, Union Socialiste des Forces Populaires, (Applaudissements)
Algérie, FLN. Applaudissements)
Sahara, le Front Polisario. (Vifs applaudissements)
Liban, le Parti Socialiste Progressiste, (Applaudissements)
Angola, MPLA. (Applaudissements)
Afrique du Sud, l'AMC. (Applaudissements)
Haute-Volta, Union Progressiste Voltaïque, (Applaudissements)
Timor Oriental, le Fretilin. (Applaudissements)
Syrie, Parti Socialiste arabe Baas. (Applaudissements)
Libye, l'Ambassade, (Applaudissements)
L'Egypte, l'Ambassade. (Applaudissements)
Corée, Parti Coréen du Travail, (Applaudissements)
Vietnam, l'Ambassade, (Applaudissements)

Collection Jean Jaurès

Je signale que Alberto Fuentes Mor et Emmanuel Colon, de l'opposition Démocratique et Socialiste au Guatemala, ont été assassinés par des hommes au service de la junte, et je vous demande de saluer leur mémoire.
Je vais maintenant citer les délégations amies : Grande-Bretagne, Labour Comittee For Europe (Applaudissements)
La Grèce, le PASOC et le Parti Communiste Grec de l'Intérieur (Applaudissements)
Israël, le MAPAM (Applaudissements) Québec, le Parti Québécois (Applaudissements) Yougoslavie, l'Alliance -Socialiste et la Ligue Communiste (Applaudissements)
Chypre, les D.E.K. (Applaudissements)
Je salue également au nom du Congrès les observateurs qui nous honorent de leur présence :
le Parti Communiste de la R.D.A. (Applaudissements) Le Parti Communiste de Bulgarie (Applaudissements) Le Parti Communiste Espagnol (Vifs applaudissements) Pour la Grèce, le Parti du Socialisme Démocratique de Grèce (Applaudissements)
Pour la Hongrie, le Parti Socialiste Ouvrier Hongrois (Applaudissements)
Pour l'Italie, le Parti Communiste -Vifs applaudissements)
Pour la Pologne, le Parti Communiste Polonais (Applaudissements)
Pour la Roumanie, le Parti Communiste (Applaudissements)
Pour l'URSS le Parti Communiste de l'Union soviétique (-Applaudissements, quelques protestations)
Avant d'entamer le débat, on me demande de signaler que la salle des auditeurs est remplie, et que ceux qui veulent suivre le Congrès ont une salle à leur disposition avec télévision.
Je donne la parole au premier orateur inscrit dans le débat, François Mitterrand.
(Vives acclamations)

François Mitterrand

Chers camarades, puisque le débat va s'ouvrir, autant indiquer dès maintenant au Congrès les points sur lesquels, selon moi, il serait utile de débattre.
Pendant de longues semaines, les militants dans leurs sections ont discuté sur la base de textes écrits qui leur étaient le plus souvent commentés. On a fait le tour des choses. Sans doute le Congrès doit-il garder sa mission essentielle qui est de trancher, et même si chacun d'entre vous se sent investi d'un mandat, celui qu'il doit à la confiance de son courant, dans sa fédération, le Congrès n'en reste pas moins juge des décisions à prendre.
Trop souvent, dans le passé, nous avons tardé, pris par des obligations, ou l'agrément tout simplement de se retrouver ou par des obligations de toutes sortes, à engager la discussion au fond. Cette fois ci, nous sommes à pied d'œuvre, au point de départ de ce Congrès. Nous disposons de cet après-midi, de la journée de demain, la Commission des résolutions passera la soirée du samedi, il restera encore de longues heures dimanche pour conclure.
Je n'ai pas l'habitude d'intervenir en début de Congrès, et je m'en serais bien

Fondation Jean Jaurès

dispensé, désireux d'entendre ce que chacun d'entre vous exprimera à cette tribune. J'écouterais d'ailleurs avec la plus grande attention les orateurs qui feront valoir leur sensibilité et leur choix.
Je suis comme la plupart d'entre vous, je m'interroge, J'ai pris une certaine part à l'élaboration des textes, j'ai vécu les moments difficiles des contradictions, les séparations je les ai déplorées; je les regrette encore. Et cependant, à mesure que la controverse s'engageait - au fond, on peut le dire entre nous, elle a commencé il y a plus d'un an - à mesure que l'échéance arrivait, j'en ressentais la nécessité.
Que rien ne soit négligé, qu'aucun aspect de nos contradictions ne soit laissé de côté, qu'aucun accord, aussi désirable soit-il - et il est désirable - ne soit obtenu dans la confusion, qu'on ne fasse pas semblant, au bénéfice des habiletés de langage ou de plume, de parvenir à des documents durables qui n'auront pas huit jours d'existence, et que nous soyons en mesure d'aligner des actes sur les propos, ou bien que chacun sache que les choix politiques engagent plus que les paroles, ou bien que les paroles cessent d'être simplement les moments d'un duel pour s'effacer derrière les réalités politiques !
C'est une épreuve de vérité que l'on attend du Congrès de Metz, un accord sans exclusive, éclair, et cela sera une preuve de bonne santé.
Mais cela ne se produira pas si nous nous taisons, si nous dissimulons, si nous faisons semblant, ce qui n'arrivera pas parce qu'il y en aura quelques-uns qui s'y refuseront, et je serai de ceux-là.
Un accord sans exclusive et dans la clarté, c'est ce que nous avons réclamé, c'est ce que j'ai aussi demandé. Ce n'était pas un propos de circonstance, une habileté du moment, pour plaire à ceux qui hésitaient avant de voter dans les sections et de choisir entre les huit motions. Cela reste une tâche politique, elle est inachevée. Peut-être ne parviendrons-nous pas à l'établir d'ici dimanche, mais il faut l'essayer.
Je suis venu d'abord à cette tribune pour dire à mes camarades Socialistes de quelque nuance ou tendance qu'ils se réclament, que je suis avec beaucoup d'autres disponible pour ce dialogue, pour tenter d'effacer les différences, mais aussi pour ne pas les taire, les dissimuler, si elles résistent à l'épreuve du débat.
Il existe un document, la motion signée par de nombreux camarades sous le titre de motion A, qui a obtenu une majorité de suffrages, du moins par rapport aux autres. Il est donc normal qu'elle serve de base aux discussions. Mais ce n'est pas affaire protocolaire ou bien diplomatique. On ferait autrement, ce serait aussi bien. L'essentiel est d'aboutir.
J'indique seulement cela comme une méthode, je ne l'impose pas. Tout texte déposé par quelque courant que ce soit sera le bienvenu, s'il sert à la synthèse, à la clarté des positions. Je me réserve le cas échéant, d'ici la fin de ce Congrès, de préciser tel ou tel point.
Je ne veux pas abuser de cette tribune, ni retarder au début de cet après-midi la suite des orateurs. Je veux simplement prendre mes responsabilités devant vous, en tant que Premier secrétaire sortant du Parti Socialiste, mandaté jusqu'à aujourd'hui pour assumer au premier chef la responsabilité des décisions et celle des actes.

Fondation Jean Jaurès

Je n'ai jamais oublié que la bataille du Parti Socialiste était une bataille historique, et que nos adversaires n'étaient pas parmi nous, mais bien parmi ceux qui gouvernent, au nom du grand capital, qui perpétuent la société d'oppression et d'exploitation, la société de classe contre laquelle nous luttons.
Je n'ai jamais oublié que le Parti Socialiste tout entier était mobilisé contre l'adversaire politique de classe représentant d'une théorie économique, et peut-être aussi d'une philosophie, celle qui veut qu'il y ait d'un côté privilège par la détention et la possession des grands moyens de production, par la maîtrise du crédit, par la domination des rapports de production, et que rien de ce qui pouvait nous séparer ou nous diviser, nous, Socialistes, n'était important au regard de cette lutte là, et qu'il fallait rompre aussitôt, cesser toutes querelles dès qu'elles pouvaient paraître nuisibles au regard du combat essentiel qui vaut notre adhésion au Parti Socialiste. (Applaudissements)
Synthèse ou pas synthèse, tout adhérent du Parti Socialiste est Socialiste autant que moi. Minoritaire, majoritaire, que m'importe, chacun a adhéré à une charte, aux définitions théoriques, aux définitions dites stratégiques, à la ligne politique, et chacun a le droit de vouloir en changer, à partir du moment où cela est débattu honnêtement, directement, ouvertement, et où le choix démocratique se fait.
Bien des controverses, bien des polémiques se sont portées à l'extérieur de nos rangs. Je n'y ai pas participé. Je ne dis pas cela pour m'en flatter, mais pour regretter que d'autres l'aient accepté. (Applaudissements)
La ligne générale de notre Parti devra à l'avenir, quel que soit votre choix, s'imposer les disciplines nécessaires. Impossible, ai-je si souvent répété, impossible de proposer au pays deux lignes politiques à la fois. Le problème est de savoir si le Parti Socialiste est disposé à charger ses représentants, les dirigeants qu'il élira, de défendre une ligne politique, et laquelle.
S'il en est une pour nous tous, nous aurons réussi, parfois peut-être au-delà des espérances.
Si nous n'y parvenons pas, il y aura une ligne politique qui sera celle de la majorité et qui devra s'imposer à tous, comme il sied dans une organisation démocratique.
Alors, de quelle façon et sur quelles bases ? Pour qui aime lire, aussi bien les textes théoriques, les livres, les articles, que les communications politiques - et, à cet égard, le Parti Socialiste recèle beaucoup de richesses, nombreux sont nos camarades qui ne sont pas économes de leurs déclarations ! - Pour qui aime réfléchir, analyser et discuter, comment ne pas éprouver un malaise, une volonté d'accord constamment, affirmée, peu à peu les textes qui changent, s'infléchissent, se gomment pour finir par se ressembler de telle sorte qu'on se demande pourquoi s'est instauré une discussion, alors qu'en vérité, la noblesse et l'utilité d'un Congrès consistent à prendre les choix tels qu'ils sont, à tenter de les rapprocher, mais dans leur vérité et non point sous leurs apparences.
Si ces apparences sont parfois trompeuses, alors, qu'on en discute de part et d'autre, que l'on se débarrasse de tous ces faux-semblants, et que l'accord que je souhaite - j'adresse à tous le même appel - et que je souhaite sans exclusive aucune, se fasse. Il ne peut se faire que sur la base d'une discussion qui osera

Fondation Jean Jaurès

tout dire.
J'espère que ceux qui me succéderont à cette tribune, tout cet après-midi et demain, observeront cette règle de fraternité, rude et difficile, mais de saine fraternité. Ceux qui ont charge de fonder la société Socialiste ont le devoir de parler clair !
Ne débattons pas, si vous le voulez bien, des mérites comparés des motions. Cela a été fait. J'essaierai simplement de vous dire ce qui m'animait lorsque je me suis permis d'émettre des propositions plus ou moins bien reçues:
La nécessité, pour les Socialistes, de bien camper sur leurs deux jambes, comme s'ils étaient en possession de tous les moyens d'un homme libre, libre d'avancer où il veut, à la condition d'avoir regardé devant soi.
Observer l'horizon. Tenter de comprendre, autant qu'il est possible, de quelle façon la science, la technique, c'est-à-dire la création de l'homme va proposer aux générations qui viennent des réponses inattendues, tenter de les deviner, de les comprendre, de saisir leur cheminement.
Comprendre, au troisième terme de la révolution industrielle, que la science n'est pas neutre, que selon que la société sera dirigée par des gouvernements de droite, par la société capitaliste ou bien par des gouvernements de gauche, représentant la pensée et l'action Socialiste tout sera différent, que, de toute façon, réponse sera donnée ; l'homme assurera, j'en suis sûr, la maîtrise de son destin, mais de quelle façon ? Et au profit de qui ? D'une minorité qui se saisira des bienfaits de l'intelligence et de la création, pour opprimer davantage le grand nombre ? Vivre ce qu'on a vécu tout le long du XIXème siècle, et pendant les trois quarts du XXème, munis de tous les moyens de dominer le malheur de l'espèce, de se défaire de toutes les formes d'exploitation, et cependant écrasés davantage par l'instrument sorti de nos mains tout simplement parce qu'il existe des structures économiques et des rapports de production qui condamnaient l'homme à continuer de vivre sous toutes les formes d'exploitation par d'autres hommes.
L'objectif essentiel est donc posé, en 1979, comme il l'était au début du XIXème, dans les mêmes termes. Est-ce que l'instrument dont nous disposons, l'instrument de la connaissance et de la pénétration des choses, jusqu'à la connaissance de la matière, produira plus ou est-ce qu'il produira moins de libertés ?
Cela ne va pas plus loin et cela va assez loin, dans la mesure où l'on croit, comme je le crois et tant d'entre vous avec moi, qu'il n'y a pas de mécanismes souverains, que si tout part de ces structures économiques, que si tout dépend de ces rapports de production ou de leur transformation, si l'on doit passer d'un régime économique à l'autre, bien entendu, qui pourrait croire ici aux effets mécaniques du productivisme, qui pourrait croire que sans l'intervention de chacun d'entre nous, de l'individu, de chacune des personnes qui composent le groupe humain, il soit possible d'avancer ?
L'homme est déterminant car ainsi qu'il a été dit par bien d'autres que par moi-même, si les agents économiques déterminent le cours des choses, il existe, en dehors d'eux, par les relations de l'homme et de l'univers, la Beauté, l'Art, la

Fondation Jean Jaurès

Culture, l'Amour, l'Amitié, par ces relations si difficiles que pose à l'homme la notion de sa fragilité - la naissance et la mort - tant de problèmes qui ne peuvent être résolus par la simple analyse des faits économiques. Et cependant, chacun d'entre eux dépend, à l'origine, de la façon dont ce fait économique sera reçu, compris, maintenu ou modifié.

Voilà pourquoi je demande aux camarades qui pensent autrement, s'il en est, de bien vouloir, ici, apporter tout argument qui permettra d'aboutir au choix politique indispensable, choix politique qui commandera pour deux années, et quelle importance ont ces deux années, le devenir du Parti Socialiste.

Je me souviens d'une discussion qui a eu lieu au sein du Comité directeur, et dans laquelle il était dit d'une part : il s'agit en 1979, à Metz, de déterminer à nouveau, pour de nombreuses années la ligne politique du Parti, tandis que d'autres, comme moi, disaient : non, il s'agit pour deux ans, à Metz, de poursuivre plus loin la ligne politique définie, huit ans plus tôt, à Epinay-sur-Seine.

Aussitôt, bien entendu, la caricature s'en mêle : quiconque désire déterminer à nouveau - déterminer à nouveau - pour dix ans nos choix politiques apparaît comme l'homme du futur. Quiconque entend maintenir pour deux ans, en la poussant plus loin, la ligne d'Epinay, apparaît comme accroché au sol, maintenu à un réflexe conservateur : comment conserver ce qui existe depuis huit ans ?

J'en débattais avec l'un de nos amis, parmi les meilleurs écrivains de sa génération, et il me disait : quelle erreur que de rejeter ainsi d'une année sur l'autre, comme si les fardeaux s'accumulaient, comme si l'histoire n'existait pas, quelle erreur de croire qu'il faille, tous les deux ans, tous les quatre ans, tous les huit ans, rejeter par-dessus l'épaule, le fardeau de l'histoire ! Et il ajoutait ce mot "Seule la mémoire est révolutionnaire" (

(Applaudissements);

Comment irait-on se séparer de ce qui a signifié les luttes d'un siècle et demi ? Que serions-nous sans la mémoire profonde de ce qui explique le refus du prolétariat, la conquête de ses droits et encore, quelle conquête ? A quelle part du chemin en est-il arrivé ? Si peu.

Comment ne pas inspirer notre volonté politique d'aujourd'hui par l'enseignement vécu et poursuivi de ce Socialisme historique, chargé de gloire et lourd d'erreurs, mais qui a été l'œuvre humaine de millions d'hommes et de femmes en péril de vie, de libertés, à la conquête d'un monde non point seulement pour eux mais d'un monde sans classe, où l'humanité aurait dépassé les formes d'exploitation tenant aux structures de production ?

Cela est notre héritage, cela doit demeurer notre leçon.

Je me reportais, comme beaucoup, aux textes plus anciens. Je retrouvais l'explication de Léon Blum, dans son discours de Tours, du 27 décembre 1920... c'est un peu vieux, peut-être, qu'on me pardonne;... lorsqu'il expliquait la transformation du régime économique fondé sur la propriété privée, sa transformation vers la propriété sociale et la prise de responsabilité par la classe ouvrière de ce nouveau régime. C'était la première condition qu'il posait à l'avènement du Socialisme. Ce n'est pas parce que cela date de plus d'un demi-

Fondation Jean-Jaurès

siècle qu'il faille rejeter cet élément fondamental de notre réflexion. Tout passe d'abord par la transformation du régime économique, ce qui pose, en termes clairs, le problème de la propriété.
(Applaudissements)
Oh, je sais bien, je sais bien de quelle façon nos adversaires de droite, tout aussitôt, iront prétendre que nous voulons arracher à chacun l'instrument de son travail, le gain de son travail, mais vous Socialistes, vous savez bien qu'il s'agit d'un contre-sens organisé, pour tenter de tromper l'opinion publique.
Nous avons déjà, depuis assez longtemps, défini quels étaient les moyens d'exploitation au travers des grands moyens de production, et nous entendons transformer, chaque fois que l'accumulation du capital parvient à un stade de concentration dommageable pour la collectivité nationale et pour les travailleurs, le régime de la propriété privée, monopolisée ou de style monopolistique qui s'abrite derrière le mensonge de la théorie dite libérale ou bien du libéralisme économique, forme ultime de la dictature de classes, réalisant en vérité le passage de la plupart des petits et des moyens entrepreneurs au stade du sous-traitant ou bien du salarié, se dévorant entre eux, détruisant les dernières traces de la liberté de concurrence, mais s'abritant derrière l'aspect sacro-saint de ses mots, comme s'il s'agissait d'un grand principe tenant à la Déclaration des Droits de L'homme et du Citoyen.
Ce mensonge, cette dissimulation d'une dictature insupportable, entretenu et maintenu par tous les moyens d'information et de culture à travers les médias audio-visuels, le livre et le discours, tous ces thèmes dominants de la société dirigeante, il faut savoir, nous Socialistes, s'en défaire.
Mais, reprenant le thème du discours de Léon Blum, je dirai que cette transformation du régime économique ne peut être que le résultat de changements catégoriques. Léon Blum disait exactement : cela ne sera pas le résultat d'une série de réformes additionnées, de modifications insensibles de la société capitaliste ; quels que soient les changements et les atténuations qu'on aura préalablement obtenu, il faudra une rupture de continuité, un changement absolu, un changement catégorique.
Et voilà un autre débat.
Et cet autre débat est celui... Oh ! Comment dirai-je... des délais... personne parmi nous ne peut rêver, dans une société dite industrielle avancée, de transformer la société d'un coup on ne se réveillera pas un beau matin dans la société Socialiste, parce que l'on aura travaillé à détruire la société capitaliste la veille au soir !
Mais pour reprendre Jean Jaurès, je répéterai ces propos, je le cite :
Quand le prolétariat Socialiste aura été porté au pouvoir par les événements, par une crise de l'Histoire, il ne commettra pas la faute des révolutionnaires de 1848, il réalisera d'emblée la grande réforme sociale de la propriété et il ne laissera pas à la réaction le temps d'écraser ou de violenter les masses.
(vifs applaudissements)
Cela veut dire tout simplement qu'il appartient au Congrès de Metz de valider, huit ans après, ce qui a été décidé à Epinay et mis en forme l'année suivante,

Fondation Jean Jaurès

lors de la Convention de Suresnes, lorsque nous avons adopté notre programme Socialiste "Changer la vie" qui continue d'être le programme d'aujourd'hui, et dans lequel il était dit que si nul ne nourrissait l'illusion que la transformation de la société ne pouvait être sur le plan des mœurs et des habitudes de pensée et sur tant de plans qui sont les relations et les communications des hommes à l'intérieur du même groupe, que si nul n'avait l'illusion de penser que cela ne nécessiterait pas à travers le temps d'infinies patiences, animées par une puissante volonté politique, c'était quand même dans les trois premiers mois d'une expérience de la Gauche, on disait à l'époque dans la première session d'une nouvelle législature, en supposant que cette législature soit enfin abordée par la Gauche triomphante, qu'il fallait enclencher le système de transformation économique du système en place, afin de développer là où il y a monopole, tendance au monopole ou production de biens nécessaires à la nation, la propriété sociale.

Eh oui, tout de suite, pas plus que celui qui plante son arbre, n'est-ce pas La Fontaine, ne doit attendre davantage s'il veut voir les premières pousses et non pas l'ultime frondaison, pas davantage un parti comme le nôtre ne doit laisser penser, y compris à ses adversaires, que s'il avait le pouvoir il attendrait pour prendre les mesures, non pas irréversibles, puisque le choix démocratique autorisera toujours quiconque à le changer, mais les décisions d'une telle force que la société les ayant reçues ne pourra plus s'en défaire.

(Applaudissements)

Je pense à la situation suédoise, où l'on sait bien que des dispositions prises de caractère révolutionnaire ont été faites sans effusion de sang, sans brutalité, dans le respect le plus extrême des libertés publiques et où cependant après le long passage des sociaux-démocrates, le gouvernement de droite n'a pas encore été en mesure, après deux ans, de changer quoi que ce soit aux structures profondes créées par les Socialistes.

Pourquoi ?

Parce que ces structures correspondaient aux besoins populaires. Nous n'en demandons pas davantage. Mais si la transformation du régime économique, fondé sur la propriété privée des grands moyens de production ne peut être comprise que sous la forme d'une rupture de continuité à un moment donné, le moment où le type de propriété des grands moyens de production change, il faut bien considérer, et c'est Léon Blum qui continue de s'exprimer, qu'il existe une condition nécessaire, mais non point suffisante : la conquête du pouvoir politique.

Et voilà pourquoi je suis de ceux qui pensent que la conquête du pouvoir politique par les moyens à notre disposition et notamment par le moyen des luttes, par notre présence sur le terrain, j'aurai l'occasion avant la fin de ce Congrès de vous dire de quelle façon il faut que nous nous enracinions davantage sur le terrain social, où nous n'avons fait qu'aborder.

Mais la conquête du pouvoir politique, qui permet à celui-ci ou à celui-là cette réponse sarcastique sur la capacité du Parti Socialiste à gagner les élections, surtout lorsque cela vient des mêmes bouches - aucun d'entre nous ici n'a

prononcé ces mots, ce n'est donc pas un débat singulier que j'engage dans cette salle, mais je l'ai entendu venir de l'extérieur - de ceux qui à la fois nous disent que le Parti Socialiste, tâche mesquine, aurait vocation particulière, comme une deuxième nature, de gagner les élections, et de ne gagner que les élections cantonales, et nous font un reproche si lourd lorsque nous ne gagnons pas les élections législatives !

Ou bien, on accepte la démarche du suffrage universel ou bien on ne l'accepte pas, et la conquête du pouvoir politique plus le suffrage universel, suffrage universel plus les luttes, c'est la condition nécessaire... prendre le chemin par le détour... qui consiste innovation par innovation à prendre l'attitude de Pénélope, à repriser sans cesse, sans s'attaquer directement aux motifs et aux causes de l'exploitation, c'est peut-être réaliser un recentrage, ce n'est pas celui que je propose.

(Vifs applaudissements)

Transformation du régime économique, rupture de continuité, conquête du pouvoir politique, condition nécessaire et non point suffisante, car la conquête du pouvoir politique pour la conquête du pouvoir politique ne saurait être admise, ni comprise par un Socialiste sachant fort bien que l'instrument une fois détenu n'aurait de signification que si le Parti auquel serait due cette victoire, s'engage tout aussitôt à considérer qu'il se confond lui-même avec la classe ouvrière ou bien avec le peuple et que s'il repasse, redistribue, transfert les responsabilités conquises à ceux pour lesquels, au nom desquels il s'est battu,

Ce qui veut dire que commencera alors la bataille de l'autogestion.

Voilà, chers camarades, quelques données.

Je n'irai pas beaucoup plus loin, sinon pour rappeler qu'il n'est pas de rupture possible si l'on s'entend à quelques données simples.

Nous sommes tous d'accord pour dire qu'il faut un plan démocratique, assurément nul n'en discute, mais quelle sera la relation de ce plan dans une société de marché, avec les échanges qui se développent dans le cadre de la société occidentale ?

Comment greffer un plan dans un pays comme la France, dans... à l'intérieur du marché commun, dans la société occidentale dominée par le mode de vie et les conceptions sociales, économiques, philosophies des Etats-Unis d'Amérique ?

Si la France ne se dote pas d'un instrument non point contraignant, mais suffisamment directif, tenant compte de la disparition du marché dans tant de domaines, de sa faiblesse dans tant d'autres, et de sa permanence qui doit être respectée là où existe et se développe vraiment la liberté de concurrence, si l'économie est réglée par les fausses lois d'un marché constamment invoqué et non pas pour une large part par l'association des intelligences, des expériences et des compétences définissant par un grand mouvement national le plan de la France, alors nous serons ballottés, nous serons incapables de résister aux pressions extérieures à l'intérieur du marché commun, nous ouvrirons l'Europe, dont nous cherchons l'indépendance, aux pressions de toutes les formes d'impérialisme économique.

Voilà pourquoi une réelle fermeté est nécessaire dans nos définitions. Lorsque

nous parviendrons au début sur une synthèse éventuelle, pourquoi réserver à la Commission des résolutions, c'est-à-dire à quelques 50 ou 60 camarades le soin d'en connaître et le soin d'en débattre ? C'est à vous pendant ces heures d'aujourd'hui vendredi, de demain samedi d'entendre et d'exiger que le débat soit porté ici à cette tribune ! (Très vifs applaudissements)... Et je n'attends pas de la Commission des résolutions qu'elle soit en mesure, que dis-je, je n'attends pas que la Commission des résolutions ait même le droit de trancher un débat qui n'aurait pas été exposé ici même et apprécié par vous, (Très vifs applaudissements)

Un plan, oui, bien entendu, il ne s'agit pas pour nous d'imiter les modalités macro-économiques, cette forme de décision de parti unique s'imposant aux désirs, aux volontés aux aspirations, aux besoins et aux connaissances de la base, Evitons les caricatures. Un secteur public élargi, assurément puisque j'ai répété, après bien d'autres, la nécessité de transformer le régime économique des grands moyens de production mais non point de caricature encore pour instaurer un Socialisme d'Etat que j'abhorre... Toutes les formes d'un pouvoir d'Etat sont détestables dès lors qu'elles ne sont pas équilibrées ou compensées par les contre pouvoirs que nous sommes quelques-uns uns à proposer depuis des années et des années pour casser cet instrument privilégié de la puissance dictatoriale de la société dirigeante, casser cet instrument afin de permettre à ceux qui travaillent et qui vivent là où ils sont, leur capacité de décision.

Là dessus, nous n'aurons guère de difficultés j'imagine, pas davantage dans les définitions des droits et des devoirs, des pouvoirs et des devoirs aussi des travailleurs à l'intérieur de l'entreprise.

Décentralisation, autogestion, destruction des instruments de coercition du pouvoir central, extension de la discussion trop souvent limitée sur la lutte des classes et qui ne recouvre pas le problème des droits des femmes dans notre société, débat qui tient à la permanence des mœurs, à des formes d'exploitation non dite, supportées très aisément par les hommes de notre société dans quelque parti qu'ils se trouvent, et qui justifie bien des révoltes, comme toujours la révolte attire le refus et le refus la révolte... d'où cette interminable incompréhension, insupportable pour un parti comme le nôtre dans le débat des hommes et des femmes... peut-être les femmes auront-elles tort un jour, tant qu'elles n'auront pas obtenu leurs droits c'est la révolte qui aura raison.

II faut bien que nous nous rendions compte qu'un certain nombre de débats entre nous paraissent éliminés... je m'en réjouis... le débat sur le quantitatif et sur le qualitatif ! Désormais, entre nous, il est bien entendu que les revendications dites quantitatives, celles d'un salaire, celles d'une allocation, celles d'une protection, celles d'une réduction d'impôts, celles d'une réforme fiscale modifiant l'équilibre, le faux équilibre, le dangereux équilibre, des impôts directs et des impôts indirects, les revendications quantitatives, pour manger; pour disposer d'un toit, de quatre murs, pour pouvoir élever son enfant, l'envoyer à l'école, les pauvres revendications quantitatives considérées par nombre de nos intellectuels comme une démarche au-dessus du niveau requis pour être Socialiste - viser trop bas, on vise au vendre lorsqu'on est dans le droit

minimum de vivre et d'espérer -, eh bien, nous, avec orgueil, nous disons que nous sommes les soldats des revendications quantitatives, des revendications immédiates et nécessaires... (Applaudissements)... Bien entendu, pas tout et n'importe quoi, mais qui a dit à tout et qui a dit n'importe quoi ? A moins, bien entendu, que tout et n'importe quoi, dans l'esprit de nos camarades, ce soit le Programme commun de la Gauche !
(Applaudissements)
Mais qui pourrait, si ce n'est le capitalisme, croire que la somme des revendications quantitatives pourrait suffire à qui les recevra, qu'il n'aura pas un besoin plus profond encore, ayant reçu ce qu'il fallait pour vivre, pour respirer, pour durer, et pour se perpétuer ? Qui pourrait penser une seconde que l'homme n'aurait plus qu'à se reposer, et nous avec lui ? Comme si en vérité, depuis les premiers jours, les Socialistes n'étaient pas ceux qui voulaient toujours porter plus loin la capacité de l'homme à saisir les dimensions de l'univers, à retrouver les harmonies fondamentales, les harmonies profondes dont on sait bien qu'elles commandent, au fond de nous, nos actes, nos choix, qu'elles déterminent nos vies, mais à compter du moment où le plus pauvre de nos frères a reçu ce qui lui convenait pour avoir le temps de penser, pour avoir le droit de rêver, et de construire sa voie, en ayant reçu sa capacité de manger et d'être, pour les siens, pour les générations des générations, celui qui aura assuré le passage, non plus seulement dans le tunnel du XIXème siècle interminable, où même l'espérance étai morte, qualitative, quantitative, nous sommes d'accord.
Laissons également de côté un débat utile qui nous a mutuellement éclairés sur la rigueur économique et la rigueur social. Désormais je crois que nous avons beaucoup avancé. Il serait injuste de considérer, quiconque parle de rigueur économique, injuste, et je veux me garder de cette injustice, de dire qu'il s'agit d'agir à l'imitation ou à l'identique de la rigueur économique de la Droite. Les termes, rigueur économique, ne sont pas la propriété de la Droite, même si elle s'en sert assez pour créer l'illusion ou développer, je ne sais quel modèle économique selon lequel il n'y aurait pas de rigueur économique que ce qui servirait les intérêts de la classe dirigeante. Mais ne commettons pas, et je ne le ferai pas, l'injustice d'accuser tel ou tel des nôtres, lorsqu'on rappelle la nécessité du respect des faits, de s'en tenir aux explications de la Droite. Ou alors il faut qu'on s'explique. Mais pas davantage il n'est possible - voilà pourquoi nous avons avancé sur ce point - pas davantage il n'est possible de reprocher à la direction du Parti Socialiste d'avoir refusé la confusion des expressions, des mots, et finalement des choses, lorsque nous avons appelé, rigueur sociale, les thèmes développés par la société dirigeante, de Poincaré à Pinay, de Pinay à Giscard et de Giscard à Barre, en passant par Chirac, tous ces équilibres proclamés comme nécessaires et souverains, et aussitôt bafoués... L'équilibre budgétaire, rappelez-vous, la règle d'or, l'équilibre budgétaire, l'impossibilité de développer telle ou telle forme de revendication, Pompidou obligé de céder 35% d'augmentation sur le salaire minimum en une nuit après l'avoir refusé pendant les mois précédents. Et le Front Populaire, en 1936... Et finalement, 1968, l'année où la productivité française a peut-être été la plus

développée.
Ne nous enfermons pas dans ces catégories et considérons, tous ensemble, que s'il est des règles évidentes, et notamment celles qui ne passent pas par la lutte des classes, celles qui touchent encore à la compétition des nations - je veux parler du commerce extérieur, donc de l'exportation, donc de l'importation, et donc du risque d'inflation, et donc du risque d'une perte de la capacité de notre monnaie, et donc du risque d'endettement à l'extérieur, ce qui signifie perte de l'indépendance nationale – voilà la règle fondamentale, la seule qui commande toutes les autres, mais à l'intérieur d'une expérience Socialiste dans un pays comme la France, et compte tenu de notre refus de voir d'autres pays, y compris ceux du Marché Commun, peser sur les choix des citoyens français, bien entendu nous saurons nous imposer les rigueurs nécessaires à la condition de ne jamais les confondre avec les rigueurs de la société dominante d'aujourd'hui, qui appelle économique, ce qui n'est que police sociale.
Aurons-nous l'audace, pour augmenter le salaire minimum, de nous en prendre à l'éventail des salaires et des revenus ? Aurons-nous l'audace de nous en prendre, par un impôt, au capital et aux grandes fortunes ? Saurons-nous rétablir les justices indispensables en acceptant les impopularités correspondantes ? Saurons-nous gérer comme il convient, à l'intérieur du produit national brut, pour opérer les redistributions qu'avant nous les socio-démocrates Scandinaves ont réalisées avec tant de courage, même s'ils ne sont récompensés par les Socialistes français que par quelques sourires ironiques ? Aurons-nous ce courage-là ?
Bien entendu cela ne nous servira pas, cela ne servira la cause qui est la nôtre que si dans le même moment nous réalisons ce qui n'a pas été fait dans les pays que j'évoque, les appropriations collectives frappant au cœur, si j'ose ainsi m'exprimer, la société industrielle, moyens de production, assurances et crédit.
Voilà ! Là-dessus il faut débattre ici. De même qu'il faut débattre ici de l'Union de la Gauche, en finir avec les expressions qui n'ont pas de chance, soit parce qu'elles ne sont pas assez expliquées, qu'elles sont naturellement obscures, soit parce qu'elles sont aujourd'hui suivies de points de suspension avant qu'on sache de quoi on parle.
L'Union de la Gauche, c'est l'union des partis politiques de gauche (pardonnez cette lapalissade) L'Union de la Gauche, c'est l'union des forces populaires représentées dans le combat politique par les partis et organisations politiques qui sont les représentants ou les interprètes naturels des classes sociales, du front de classes dont nous sommes les représentants, (Applaudissements)
Cela ne marche pas. On l'a bien vu. On s'en plaint. Je m'en plains. Il faut tenir bon. C'est ce que je demande. Ou bien, est-ce qu'il faut poser le sac au bord de la route ? Il faut accepter tout simplement que l'Union marche quand le Parti Communiste décide qu'elle marche et qu'elle ne marche plus quand il a décidé qu'elle ne marcherait plus ? C'est cela l'identité du Parti Socialiste, se soumettre aux volontés stratégiques ou tactiques d'un autre parti politique dont on sait bien que l'Union, pour lui, le plus souvent, n'est qu'une façon d'affirmer sa prééminence, et qu'elle lui plait moins dès lors que la démonstration contraire

risque de se produire.
Mais voilà la réalité. Qu'on m'en propose une autre ! Et comme on m'en propose une autre sous la confusion des vocables, qu'on dise quoi ! Qu'on dise quoi ! Des syndicats ? Des associations ? Lesquels ? Veulent-ils ? Peuvent-ils ? Est-ce conforme à leur vocation, à leur histoire ? Avons-nous la garantie qu'il s'agira de bâtir ensemble une société Socialiste ? Et si ce n'est pas ceux-là, de qui parle-t-on ?
L'Union de la Gauche avec des gens de droite ? L'Union de la Gauche avec les gens de gauche ce n'est déjà pas si facile, mais l'Union de la Gauche avec les gens de droite, permettez (Applaudissements)... Pardon ? Qui demande ? On me dit que l'Union de la Gauche cela doit être poussé plus loin, analysé davantage. Eh bien, faisons-le, et poussons l'analyse ici même, sans hésiter, sans précautions, débattons.
Fallait-il reprendre le débat idéologique ? Faut-il suspendre la capacité de l'Union de la Gauche dans l'action politique à la cause ou à des finalités ? Je suis de ceux qui pensent que l'accord sur les finalités attendra aussi longtemps parce que Socialisme et Communiste aujourd'hui ne peuvent plus être confondus ; ils ne peuvent plus l'être depuis 1917. A partir de là, soumettre tout accord à l'identité sur les finalités, c'est en vérité renvoyer aux Calendes grecques la capacité d'une marche en avant.
Alors, nous sommes seuls si les autres ne veulent pas. Eh bien, nous serons seuls le temps qu'il faudra, et cela dit, quel sera notre devoir ? Le devoir du Parti Socialiste sera de grandir, d'affirmer ce qu'il est, d'améliorer ses analyses, et là-dessus je rejoins toutes les critiques pour dire que toutes les questions doivent être posées à nos partenaires, sans répit, sans relâche, parce qu'il est important que le débat soit public.
Oui, vraiment, les causes de la rupture de 1977 et 1978, les raisons stratégiques qui ont prévalu, oui, la conception que l'on a de la société dans ses relations avec les individus, de l'Etat dans ses relations avec les citoyens, de l'entreprise et du travailleur, du Parti et de la classe, de la classe et de la masse, sans aucun doute... et puis, tout le reste aussi. Je terminerai tout à l'heure sur ce point.
Nous sommes tous d'accord, puisque cela est écrit, il n'y a pas de raison d'en douter, pour mettre au clair la perception qui est la nôtre de l'Union de la Gauche que chacun proclame nécessaire, on n'évacuera pas ce problème de façon allusive.
Mais il est autre chose, c'est la dimension internationale du Socialisme. Nous avons dans un Congrès extraordinaire à Bagnolet, rappelez-vous, ceux qui s'y trouvaient, défini la ligne politique du Parti au regard de l'Europe. Nous avons décidé d'aller hardiment vers la construction de l'Europe, du Marché Commun. Nous ne sommes pas contre, nous sommes pour, nous acceptons les institutions qu'on nous propose, même si nous désirons les changer. Nous saisissons l'instrument afin de nous en servir. Nous voulons l'Europe pour faire une autre Europe.
Sommes-nous d'accord là dessus ? Oui, sans doute. Disons comment, disons pourquoi, et en même temps définissons, au regard des problèmes qui vont se

poser, celui de l'élargissement des compétences, celui de l'élargissement du Marché Commun, celui de la nature politique, économique et sociale de cette communauté, définissons nos objectifs, nos conditions, nos garanties, et disons bien haut que la nature propre de l'Europe qu'on nous propose ne peut pas être acceptée par nous, et qu'en vérité l'Europe, simple relais de la stratégie de libre échange universel développée par l'impérialisme économique américain, va à l'encontre d'un objectif qui doit se résumer en ces termes : oui à l'Europe, pour la construction d'une Europe indépendante que nous voulons faire Socialiste.

Ce qui veut dire qu'il faut à la fois nous garder des enthousiasmes imprudents vers des formes de supra-nationalité, qui casseraient net notre capacité d'instiller une plus grande dose de Socialisme dans les institutions de l'Europe, de même qu'il convient que nous disions, à ceux de nos camarades qui se laissent entraîner par le rêve nationaliste, par l'amour qu'ils ont d'un pays qu'ils voient comme menacé par un complot international, par je ne sais quelle conjuration germano-américaine : "Prenez garde ! S'il n'y a pas d'Europe du Marché Commun, il y aura quand même des Etats-Unis d'Amérique et il y aura quand même une Allemagne" !, N'est-il pas nécessaire plutôt, d'associer les peuples que leur culture, leur histoire et la géographie, aujourd'hui même l'économie, ont rassemblés, pour que chacun reprenne dimension, dimension au niveau de la planète, que d'être chacun pour soi livré au pouvoir des super-puissances et, le cas échéant, à l'impérialisme américain et, le cas échéant, à la puissance allemande ?

Je ne prête pas à ces derniers la volonté de revenir sur une histoire d'un quart de siècle, et un peu plus. Non, et j'éprouve parfois comme une sorte de doute presque injurieux devant la façon dont on se tourne du côté des Allemands pour les incriminer, simplement au regard d'une histoire qui fut celle d'un temps, mais dont aucun d'entre nous, me semble-t-il - et je suis de la génération qui a vécu ce temps - ne peut considérer qu'elle s'attache à la nature de ce peuple, tandis que tant de ses individus se sont anoblis plus que quiconque au monde par leur refus de l'infamie, par leur résistance à la tyrannie et par leur opacité de porter témoignage pour la démocratie et pour le Socialisme, envers et contre tout ! (Applaudissements) Les premiers camps de concentration ont été faits en Allemagne, pour des Allemands ! (Très vifs applaudissements)

Le quatrième point sur lequel, chers camarades, il faudra débattre, c'est ce que l'on appelle la démocratie dans le Parti, l'alchimie toujours un peu délicate entre les nécessités de l'organisation, de la discipline, et les bienfaits de la collégialité.

Là-dessus, je laisse naturellement à ceux qui ont proposé le soin d'exprimer eux-mêmes ce qu'ils en pensent. Il est vrai, comme je l'ai lu, que trop peu de collégialité peut inciter à l'indiscipline et que l'on entre là dans un cycle infernal.

Cherchons ensemble, chers camarades, la juste mesure. J'y suis prêt.

Enfin, j'en aurai fini en abordant pour ma conclusion le thème principal de ces débats.

Chers camarades, sachons, à travers ce Congrès de Metz, unir harmonieusement tous les acquis du Socialisme français. Evitons l'anathème. Réunissons tous les

éléments de notre histoire et essayons de les comprendre.
J'ai déjà dit en d'autres lieux que J'avais été très frappé et très intéressé par l'intervention de Michel Rocard à Nantes, il y a un peu moins de deux ans, sur les deux cultures. Il est difficile, en peu de temps, dans un Congrès, d'analyser toute l'histoire d'un temps et une pensée riche de contradictions : celle du Socialisme depuis l'origine. Mais, si je devais corriger, je dirais : il y a plus de deux cultures, de même qu'il y a plus de deux histoires.
Et cependant, Michel Rocard avait raison, allant à l'essentiel. Le problème qui nous est posé aujourd'hui au sein du Parti Socialiste est bien celui-là : comment allier les deux cultures, les deux histoires principales du Socialisme depuis qu'il est né ?
J'y ai beaucoup réfléchi, parfois avec anxiété. J'ai aperçu à quel point nous risquions - si nous nous laissions entraîner - d'aller vers des expressions catégoriques et excessives qui ne pouvaient qu'entretenir des blessures envenimées. J'ai aperçu la trace de ces blessures à travers des raccourcis.
Nous en avons débattu lors d'un Colloque qui fut passionnant, lorsque nous examinions la signification du stalinisme, il n'y a pas si longtemps, à Paris.
La question qui était posée, au fond, était dans tous les esprits ; elle a été traitée par des écrivains, des sociologues, dans des revues et des journaux, en dehors du Parti : est-ce que Staline procède de Lénine ? Est-ce que' Lénine procède de Marx ? Et si Staline procède de Lénine et si Lénine procède de Marx, et si le goulag procède de Staline, alors le goulag procède-t-il de Marx ?
C'est une des questions les plus graves, à laquelle il a été répondu parfois de façon superficielle.
Je retrouve l'article de Léon Blum du 14 août 1933, dans Le Populaire, : Opposer Jaurès à Marx serait un non-sens. Jaurès était marxiste. Dans l'état présent des choses, un Socialiste anti-marxiste ne serait plus Socialiste et deviendrait rapidement un anti-Socialiste..., il continuait en disant... Marxisme est le nom qu'en France et ailleurs on a toujours donné au Socialisme lorsqu'on voulait le combattre, le vilipender, l'extirper.
Je suis de ceux qui ne se reconnaissent pas dans le marxisme. Tomberais-je donc sous le coup de la condamnation de Blum ? Deviendrais-je moi-même anti-Socialiste dans la mesure où je ne serais pas marxiste ?
Du temps a passé aussi depuis 1933 et on ne se refait pas. Qui n'a pas été nourri aux sources du marxisme, qui n'a pas vécu dans la chair, et dès son enfance, le combat simple, cruel, implacable, d'une classe sociale contre une autre, ne peut avoir d'instinct la compréhension immédiate de ce que pouvait signifier le message de Marx. L'intelligence et la réflexion permettent d'y suppléer, mais pour une part seulement, et parce que je suis de l'autre culture, et donc de l'autre histoire, Je reconnais en Marx la puissance et la qualité d'une méthode incomparable, et sans doute la plus décisive de toute l'histoire du Socialisme. Je ne suis donc pas un adepte - et combien d'autres avec moi, ici, dans cette salle ! Mais je reconnais Marx, le marxisme, comme l'une des sources, peut-être la plus profonde, qui ont fait que le Socialisme est devenu ce large fleuve qui nous porte aujourd'hui, (Applaudissements)

Entre ne pas être marxiste - et je le proclame, je ne le suis pas - et penser qu'à l'intérieur d'un Parti comme le nôtre on pourrait et on devrait à tout prix se défaire, se dégager de toute imprégnation marxiste, comme si le marxisme d'aujourd'hui, en vertu de la filiation "Marx-Lénine-Staline-le goulag", fidèle au marxisme du premier jour, était l'école d'un Etat centralisateur, oppressif, tyrannique, développant le Socialisme d'Etat, niant les réalités d'une base - bien qu'après tout Marx ait écrit cela, et aussi le contraire : - identifier le message marxiste comme s'il fallait organiser une sorte de chasse à cette école de pensée - il était facile de lire ici et là, toute la révolte d'un certain nombre d'intellectuels, dont le seul plaisir, après tout innocent, est de se livrer chaque matin au "combat de Saint Sébastien" Marx recevant sa flèche chaque jour... je ne pense pas qu'il en mourra pour cela - non ! Le Socialisme historique a les sources multiples que nous évoquions dans notre émotion, il a celles de Marx et je m'élève en faux, pour peu que je connaisse quelque chose à l'histoire, contre Marx=le goulag !

Je crois que Marx a mieux saisi que d'autres la nécessité de comprendre d'abord que c'était à partir des rapports de production que se créait l'état d'exploitation de l'homme par l'homme et que l'ensemble des données dont dispose l'esprit humain était commandé par cet état social, étant bien entendu que, délivré de cet état social, il retrouve toutes ses chances d'affirmation de soi et doit c'est l'apport de quelques autres, et notamment de Jaurès - sortir de toute explication économiste ou mécaniste pour tenter d'atteindre à ce que j'appelais tout à l'heure les dimensions de l'univers dont nous ne sommes qu'un élément.

La même chose pour Marx et Proudhon. Va-t-on choisir entre le Socialisme hérité de Marx et le Socialisme que j'appellerai, à la façon de Jaurès, mutualiste, mutuelliste, le Socialisme de Proudhon ?

Va-t-il falloir choisir entre l'individu et l'organisation sociale ? Va-t-il falloir, alors qu'il y a naturellement dialectique constante entre l'organisation sociale et l'individu, que les Socialistes se réfèrent à l'une des deux cultures contre l'autre ? Y a-t-il d'un côté des étatistes et de l'autre des libertaires ?

C'est là que je retrouve, pour conclure, tout ce qui est en moi, cette révolte que j'éprouve devant cette simplification abusive qui risque d'emporter les Socialistes vers de nouvelles concurrences, enfermés dans des querelles d'écoles - j'allais dire des querelles d'églises -dont ils ne sortiront pas, qu'en s'excommuniant ou dressant des bûchers I

S'il y a deux cultures, l'effort du Parti Socialiste, réuni en Congrès, son devoir fondamental, c'est de les rassembler ! (applaudissements)

Parlez-moi de synthèse entre des motions, des textes... qu'est-ce que cela veut dire ? Petit jeu sans intérêt !

Parlons ensemble de la synthèse entre les cultures et entre les histoires qui ont fait le Socialisme dont nous sommes aujourd'hui les porteurs ! C'est cela, la vraie synthèse hors de laquelle nous ne ferons qu'imitation et ne proposerons que des textes ambigus ! (applaudissements)

Si l'on devait choisir, si vous qui êtes marxistes ici - Dieu sait si nous avons rompu des lances ! - aviez voulu et vouliez encore que le Parti Socialiste se

réclame de cette théorie, je vous dirais : non ! Cela n'a jamais été fait par le Socialisme français, la SFIO s'y est refusée, longtemps avant nous, et pas davantage aujourd'hui nous ne reconnaîtrons dogme et grand prêtre ! Mais si l'on me dit en même temps qu'il convient d'éliminer une forme de culture, parce qu'elle s'identifie à l'oppression de l'Etat, à l'élimination du citoyen, à une bureaucratie dominante, et finalement à la négation de l'autogestion et des valeurs individuelles, alors je sens en moi-même qu'il faut éliminer cette contradiction, parce qu'elle est mortelle.
Que l'analyse soit faite, j'ai dit tout à l'heure à quel point je la sentais juste.
Ce qui importe maintenant, c'est la conclusion. Est-ce que nous allons diviser autour de textes, parce que celui-ci sera plus libertaire que l'autre ou parce que celui-ci sera plus étatiste ? Est-ce que nous ne sommes pas capables de proposer aux Socialistes, et aux Français par delà les Socialistes, une conquête du pouvoir politique ? Un élargissement du secteur public ? Une transformation des structures économiques et des rapports de Graduation ? Une rupture de continuité, pour à partir de là développer tous les thèmes qui feront ici contre-pouvoir, capacité du travailleur, capacité du citoyen ?
Est-ce que ce n'est pas ce que nous avons essayé de faire depuis quatre ans? Voilà pourquoi j'éprouve comme une menace pour nous.
Tout ce qui oppose Jaurès à Guesde... j'imagine que pour ceux qui ont vécu leur jeunesse à cette époque, et il en est encore parmi nous, Dieu soit loué, ils doivent se souvenir de querelles qui dépassaient en intensité, en vigueur et en brutalité celles que nous connaissons nous-mêmes, et de loin ! Ce n'était pas nécessairement de saintes gens, ce n'était pas les sacristains de petites chapelles ésotériques. C'était de grands esprits, qui croyaient en ce qu'ils faisaient, qui croyaient en ce qu'ils disaient, et leurs combats étaient durs.
Mais nous parlons maintenant, nous, trois quarts de siècle après. Allons-nous nier ce qui a été bâti par nos anciens et par nous-mêmes, et qui est la grandeur du Parti Socialiste français, les deux histoires, les deux cultures, celle qui recherche la détention du pouvoir d'état, celle qui croit à la nécessité d'une détention du pouvoir économique, celle qui croit à la réalité des structures, celle qui croit à la nécessité des ruptures, et l'une aussi nécessaire que l'autre, si nous n'avons pas, parmi nous - quel manque, quelle perte de substance - celle qui à travers tous les temps a en fait approché davantage l'individu, à recherché dans chaque individu cette pointe du diamant qui reste en chacun, conscience et jugement, puissance de la raison, aspiration pour autre chose que la triste condition de chaque jour... Celle qui ne veut pas que l'individu soit écrasé, qui cherche des valeurs morales, qui retrouve les grands principes, liberté, égalité... L'égalité delà personne, d'abord...
Toute l'histoire, je vous la raconte comme cela, et je ne n'attarderai pas davantage.
Comment ne pas vous souvenir de la démarche d'un prolétariat qui avait abandonné tout pouvoir spirituel, complice du pouvoir temporel d'écrasement et d'oppression, de maux, de désespoir, qu'espérer ? Où donc cette fois regarder ? Qui montrer, Dieu ou simplement l'espace, au-dessus de la tête, quand on

n'avait que la capacité de la baisser sur la machine, de s'épuiser pour tomber ensuite ?
Vie brève, et vie rompue, sans espoir pour l'enfant qui venait après.
Un siècle, un siècle et demi comme cela, et ce n'est pas fini pour combien d'entre eux !
Alors, que voulez-vous qu'ils cherchent, en dehors de la cité idéale, de la cité collectiviste, où chacun ayant abandonné l'intérêt de l'argent partage selon ses besoins, éprouve simplement la force des sentiments de la communauté fraternelle ?
Comment ne pas rêver, même si on sait que ce rêve est impossible ? En tous cas d'ici longtemps ?
Voilà pourquoi j'aimerais que chacun puisse dire comment il ressent ce grand choix, moi qui suis de cette culture là, qui ai ressenti comme une trahison millénaire l'éloignement de toutes les formes spirituelles, lorsqu'il s'agissait de défendre tout simplement et d'être dans le camp des pauvres, et les pauvres c'était les prolétaires, les nouveaux esclaves de la nouvelle société, soumise aux nouvelles féodalités.
Mais maintenant, 1979, 1980, nous nous sommes retrouvés ! Avant nous, Socialistes, combien d'autres se sont retrouvés par la pensée et par le sacrifice, les cohortes sorties du Christianisme, le prolétariat inspiré par tous les théoriciens de la pensée Socialiste, la longue marche des foules souffrantes, le combat, les luttes parfois victorieuses.
Et puis à côté de nous, les déviations qui ont tant fait souffrir les plus nobles esprits, les déviations que sont certaines formes de Communisme, les déviations qui font que le Socialisme sert à toutes les causes qui ont besoin d'alibis, tout ce qui était le revers de notre histoire, tous ces Socialismes qui ont servi tout simplement à écraser davantage, à mutiler et à détruire !
Mais nous sommes ensemble, camarades, et nous sommes ensemble parce que nous avons vaincu les deux cultures et les deux histoires pour n'en faire qu'une seule ! C'est cela, la tâche du Parti Socialiste. Je peux vous le dire, c'est la seule que je reconnaisse comme historique, pour vous comme pour moi ! (Applaudissements)
Quiconque vous invitera à choisir l'une contre l'autre se trompe. On dit : François Mitterrand n'a pas choisi. Mais je ne vaux pas choisir ! La synthèse ? Abandonnez cette discussion d'épiciers ou de juristes ! Ne mentez pas sur les cultures et sur l'histoire. Faites une synthèse sans exclusive et dans la clarté, en dominant les histoires et les cultures, pour n'en fonder qu'une seule, celle pour laquelle, camarades, vous vous êtes mobilisés en adhérant au Parti Socialiste !
(Très vives acclamations)

Le président - Je voudrais rappeler les règles du jeu, si j'ose dire. Le temps de parole a été limité à 10 heures. Chaque motion a un temps imparti, et il est certain que ce qui sera employé par l'un ne pourra pas l'être par l'autre.
J'appellerai chacun en disant le temps qu'il a, mais je ne lui retirerai pas, bien entendu, la parole, laissant à sa discrétion le soin de prolonger ou non son

Fondation Jean-Jaurès

propos.
Je donne la parole à Jean Natiez, motion E, pour cinq minutes, ensuite Jacques Guyard, motion F.

Jean Natiez

Camarades, les dernières manifestations du Nord et de la Lorraine, celles des 8 et 9 février dernier, dans mon département de la Loire-Atlantique ont montré une immense mobilisation populaire. Elles ont mis en valeur l'union à la base qui là, au moins, n'est pas encore morte.
Mais, camarades, ces manifestations ont montré une autre réalité. Les travailleurs en lutte qui en ont assez du chômage, assez de l'austérité, ces travailleurs que la colère anime n'ont plus de perspective politique. Il est du devoir du premier parti de France de représenter à nouveau l'espoir d'un changement en profondeur, il est de notre devoir à tous de faire en sorte que ce Congrès de Metz soit, comme voici 8 ans celui d'Epinay, le Congrès du dynamisme retrouvé, le Congrès de la clarté, le Congrès de l'espoir !
C'est, je suppose, votre volonté à tous, c'est en tous cas la nôtre, c'était et c'est toujours l'ambition de la motion E.
Encore faut-il que les choses soient claires. Peut-on imaginer un seul instant que nous nous séparions avec une résolution finale unanimiste qui balaierait en un moment tout le débat de ces derniers mois ? Peut-on espérer faire oublier comme par magie les attaques répétées contre le tranchant du programme commun ? Est-il possible d'oublier cette conception de la rupture ramenée à une succession de ruptures ? Est-il pensable d'oublier ces thèses européistes qui, si elles triomphaient, engloutiraient de façon irrémédiable notre propre projet politique ?
Non, il n'est pas possible de nous séparer dans une fausse unanimité. La synthèse, oui, mais dans la clarté.....
(Applaudissements)

Le président - On me dit qu'il y a beaucoup de bruit dans la salle, et que dans le fond on n'entend rien. Je demande au service d'ordre de bien vouloir faire observer la discipline et de faire en sorte que ceux qui souhaitent bavarder le fassent dehors, afin qu'on puisse entendre les orateurs.
(Applaudissements)

Jean Natiez - La synthèse, oui, mais dans la clarté. Cette affirmation posée, quelle est alors notre volonté aujourd'hui ?
La réponse est simple : enrichir la ligne qui a été la nôtre depuis huit ans, la ligne d'Epinay remise en cause aujourd'hui par certains, et je voudrais illustrer ce propos en réaffirmant ici notre conception de ce que doit être la rupture.
Parler de la rupture, camarades, c'est d'abord accepter la réalité quotidienne, celle de la lutte de classe dont nous savons qu'elle est le moteur de l'histoire.
Répondons alors à la question suivante : peut-on envisager la transition vers le Socialisme en conservant le rapport de classe d'aujourd'hui ? Peut-on construire

Fondation Jean Jaurès

le Socialisme autogestionnaire sans avoir renversé ce rapport de force? Pouvons-nous imaginer le départ d'un navire si les marins refusent de lever l'ancre ou de rompre les amarres ?
Pour nous, la rupture, c'est renverser la logique dominante dans la société d'aujourd'hui; c'est créer le rapport de force favorable pour entamer la transition.
Rompre les amarres ? Mais encore ? Me direz-vous. La rupture, c'est d'abord la conquête du pouvoir d'état. Ce sont également et simultanément d'importantes transformations de structures, nationalisation des principaux moyens de production et d'échange, mise en place de la planification démocratique, le pouvoir de contrôle donné aux travailleurs dans les entreprises.
Voilà pourquoi nous voulons que la résolution finale de notre Congrès porte clairement cette définition de la rupture, le renversement du rapport de force dominant, renversement qui seul créera des conditions pour la transition.
Mais, camarades, ce n'est pas l'état de Gauche qui doit tout seul rompre les amarres, ce ne sont pas les partis tout seuls qui doivent lever l'ancre. La rupture ne peut se faire que si elle est accompagnée, soutenue par la mobilisation populaire, par le mouvement des masses, mobilisation populaire d'autant plus amplifiée que le gouvernement de Gauche aura satisfait les revendications quantitatives des plus exploités.
Contrôler l'état, contrôler les leviers économiques, renverser le rapport de force dans l'entreprise, donner le rôle moteur à la classe dominante, à la classe ouvrière, voilà la rupture !
Quelle est la vraie question qui se pose par rapport à la rupture et à la transition ? Nous l'avons dégagée lors du débat sur l'autogestion. Quelle place donner au mouvement d'en haut, c'est-à-dire l'état, et au mouvement d'en bas, c'est-à-dire celui des masses ?
Il est certain que le rôle de l'Etat sera nécessaire, mais nous ne pouvons accepter qu'il soit exclusif, ce serait contraire à nos propres volontés autogestionnaires.
Je le répète, la mobilisation populaire est indispensable, nous n'avons cessé depuis huit ans d'affirmer cette évidence. Nous étions les seuls à le dire au Congrès de Nantes, face à une motion majoritaire qui traitait de mythique le mouvement des masses !
(Applaudissements)
Mais la mobilisation populaire est-elle spontanée ? Je ne le pense pas. La rupture comme la transition se prépare. J'ai la conviction que par rapport à la perspective d'une victoire en mars dernier, nous n'avions pas su assumer cette préparation. Nous devons sans cesse établir le lien entre les luttes sur le terrain et notre projet politique.
Combien je voudrais que vous partagiez, tous, notre conviction quand nous disons que le projet Socialiste doit éclairer les luttes, et que les luttes nourrissent le projet.
Lutter aujourd'hui pour contrôler demain, c'est la lutte pour le contrôle, c'est une véritable stratégie pédagogique. Pour tous les travailleurs de ce pays, les luttes doivent être l'occasion de faire mûrir la conscience autogestionnaire. C'est

Fondation Jean Jaurès

la condition nécessaire pour que rupture et transition ne soient pas le résultat du seul mouvement d'en haut.
Alors il faut que le Parti, sans hésitation, donne une priorité aux luttes dans la production; il faut qu'il soutienne et développe les luttes pour le contrôle du cadre de vie, et le droit de vivre au pays.
II faut développer toutes ces luttes qui sont porteuses d'une transformation autogestionnaire des rapports sociaux. Il faut aussi mener le combat idéologique, le combat d'idées pour les libertés, la démocratie et l'avènement d'une nouvelle culture, en sachant que ce combat idéologique passe aussi et peut-être d'abord dans la tête de chacun d'entre nous.
Voilà, camarades, le temps qui m'est imparti s'achève. Vous avez, je l'espère, compris quelle était notre intention : tout faire pour que par ce Congrès, notre Parti ait retrouvé son dynamisme, celui qu'il a dû tirer du Congrès d'Epinay.
Alors, synthèse ou pas synthèse ? Nous répondons oui, mais dans la clarté, pour nous il y a deux lignes qui sont opposées dans le débat de ce Congrès, deux lignes et 7 motions.
J'ai entendu notre Premier secrétaire. J'ai lu la motion A et j'ai la conviction que si la volonté politique existe de part et d'autre, il est possible d'arriver à une synthèse, entre cette motion et la nôtre. C'est cette volonté qui nous animera lors des travaux de notre Congrès.
(Applaudissements)
Oui, camarades, comme le dit Pierre Mauroy, nous aussi nous voulons la synthèse, avec l'essentiel du Parti, mais pour nous, l'essentiel ce n'est pas tel ou tel conglomérat de tendances. L'essentiel, c'est la ligne d'Epinay. L'essentiel, ce sont tous les Socialistes qui se reconnaissent dans cette ligne !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jacques Guyard, qui a demandé cinq minutes. Ensuite, Michel Rocard.

Jacques Guyard

Chers camarades, notre Congrès arrive après trois mois d'intenses discussions dans le Parti, et aujourd'hui, les hypothèses multiples qui pouvaient être formulées voilà trois semaines sont dépassées. Les militants ont parlé et il n'y a plus maintenant que quelques formules de sortie possibles de ce Congrès.
Le texte présenté par le Premier secrétaire a remporté un succès qui est la donnée politique majeure de ce Congrès. Il s'agit maintenant de savoir si, à partir de ce résultat, pendant les trois jours de discussions que nous avons devant nous, nous sommes capables de réaliser une synthèse la plus large possible, d'armer le Parti pour les deux années qui viennent, tout à la fois pour mener la lutte contre la restructuration du capitalisme et ses conséquences sociales, pour mener la lutte aussi pour préparer dans les meilleures conditions les élections présidentielles où notre candidat devra être le candidat de tout le Parti.,
C'est pourquoi, plus que jamais l'unité des Socialistes est à l'ordre du jour, non seulement l'unité des Socialistes dans le même parti mais l'unité des militants

Fondation Jean Jaurès

autour de la même direction et autour des mêmes candidats.
Pour y parvenir, deux conditions : la clarté du texte, suffisamment de choses ont déjà été dites, et, d'autre part, la démocratie du fonctionnement.
Sur ce plan, parlant ici au nom des camarades qui ont voté le texte "Revenir à Epinay - Union pour l'autogestion", nous ne prétendons pas, avec 3,5% des mandats, être la force déterminante de ce Congrès. Mais, justement parce que nous sommes faibles en mandats, nous entendons être extrêmement rigoureux quant à la conduite de ce Congrès, quant aux exigences sur le contenu du texte, quant aux exigences sur la pratique qui les déterminent. C'est pourquoi nous demandons ici, d'entrée de jeu, deux choses aux camarades réunis :
La première concerne la règle des 5% pour la représentation dans les organismes du Parti aux différents niveaux.
Jusqu'à présent, il y a eu une interprétation des statuts dans les Congrès précédents. Nous demandons le maintien de cette interprétation des statuts, c'est à dire de fait, que des camarades qui ont été actifs, reconnue par les votes dans leur fédération ou section, puissent y disposer d'une représentation, c'est à dire que la règle des 5% s'applique à chacun des niveaux concernés.
(Applaudissements)
D'autre part, François Mitterrand disait tout à l'heure que la discussion devait avoir lieu, et franchement, devant tout le Congrès. C'est effectivement une pratique qu'il nous faut abandonner, que de réserver la discussion aux quelques dizaines de camarades de la Commission des résolutions.
Il n'en reste pas moins que cette Commission, à un moment donné du travail du Congrès, doit être en état de resserrer les arguments, d'achever de préciser les positions et d'aboutir aux conclusions, blanches ou noires, d'accords ou de désaccords.
C'est pour pouvoir participer en toute connaissance de cause à l'accord ou au désaccord final, que nous demandons à pouvoir assister à cette Commission. Je crois qu'ainsi, tous ensemble, nous aurons réuni les moyens pour que le Parti, dans les deux années qui viennent, soit pleinement le moteur de l'Union de la Gauche, le moteur des luttes sociales et la préparation de la construction du Socialisme dans notre pays, plus urgente aujourd'hui qu'elle ne l'a jamais été.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Michel Rocard pour 40 minutes.
(Applaudissements)

Michel Rocard

Mes chers camarades, s'il y a un point parmi beaucoup d'autres, heureusement, qui fait l'unanimité parmi nous, c'est bien la reconnaissance de ce que ce Congrès n'est pas un simple Congrès ordinaire. S'il l'est statutairement, son importance est pourtant exceptionnelle. C'est le premier Congrès du Parti Socialiste après mars 1978.
Le prix politique de cette défaite se mesure en termes de chômage massif, de violences sociales croissantes devant les crises sans solution et d'absence a peu

Fondation Jean Jaurès

près complète de toutes perspectives claires proposées au pays quant à son avenir.
Le Congrès de Metz doit et peut redonner à la France l'image d'un Parti Socialiste démocratique, trouvant dans ses débats la double source de son audace, de sa cohérence, et capable enfin d'être victorieux. C'est aussi le premier Congrès du Parti Socialiste suivant l'adoption unanime de notre nouveau règlement intérieur.
Les commentateurs apprécient peu cette matière, mais les Historiens verront peut-être, dans ce règlement et dans le fait qu'il fut adopté à l'unanimité,-ce qui en explique quelques lourdeurs,-notre commune volonté de passer ensemble du stade nécessaire en son temps et voulu par nous tous, de rassemblement autour d'un homme, au stade nécessaire aujourd'hui et plus ambitieux, de véritable Parti capable, dans toutes ses sensibilités comme dans toutes ses organisations sur le terrain, d'agir en commun parce qu'il a délibéré en commun.
(Applaudissements)
Ce sont ces deux éléments : 1'après mars 1978 et la mutation du Parti, qui définissent le contexte à partir duquel il nous faut, tous, ensemble répondre aux enjeux lourds auxquels nous nous trouvons confrontés: Enjeux pour le pays, enjeux pour le Socialisme, enjeux pour notre Organisation, le Parti Socialiste, si l'on peut tenter de classer, par rubriques, les différents éléments d'un même combat.
Enjeu pour le pays : L'évolution du monde est ainsi faite qu'un grand peuple nourri d'une grande histoire, cela ne fait plus aujourd'hui qu'un pays moyen. Cela risque de ne faire demain qu'un petit pays.
La France est confrontée à des problèmes de gravité croissante et son influence sur les solutions diminue au fur et à mesure que s'éveillent par continents entiers, les peuples dont nous avions jusqu'au XIXème siècle quasiment oublié qu'ils existaient.
Au cours des vingt dernières années, la liste des pays disposant de gouvernements constitutionnels et d'un minimum de libertés publiques s'est dangereusement écourtée. Il n'en est presque plus en Amérique Latine ni en Afrique, et l'Asie qui en n'offre guère davantage nous questionne en outre sur la confusion qu'il peut y avoir entre le plus sinistre des totalitarismes, celui qui, comme au Cambodge va jusqu'au génocide, et notre espérance de Socialistes. De partout, le fait totalitaire nous assaille, dans ce monde là, on continue d'avoir faim, on risque même d'avoir de plus en plus faim.
Mais, faits nouveaux ; les pays de là malnutrition commencent à s'armer de bombes nucléaires. Un aujourd'hui, 4 ou 5 demain, une dizaine dans quinze ans. Le monde ne maîtrise plus sa paix ou sa guerre. Le prix en nouvelles incertitudes que se paiera la paix fragile entre Israël et l'Egypte, permettra-t-il une vraie détente locale ou provoquera-t-il des conflits plus lourds ? Qui d'entre nous, aujourd'hui, oserait le dire ?
Ces dangers-là, mes camarades, quelque redoutables qu'ils soient, nous étaient plus ou moins familiers. Ils ne sont pas récents. D'autres, plus subtils, sont apparus ces dernières années : Le monde n'a plus de monnaies. On paie, de part

et d'autre, ce qu'on achète, en des valeurs dont l'hypothétique préservation dépend de l'inertie d'une masse énorme de capitaux, dits Eurodollars ou pétrodollars, qui représente deux fois la masse monétaire de notre propre pays ou 40% de celle des Etats-Unis, qui échappe à tout contrôle et qui peut déchaîner, par ses mouvements erratiques, des tornades monétaires et économiques dont la crise de 1929 ne donne qu'une bien faible idée.
Ce n'est qu'un risque. Il est encore faible. Il peut grandir. L'énergie nous pose d'autres problèmes. Nous avons réagi avec, je crois, sagesse, devant les dangers du nucléaire, confirmés aujourd'hui.
Certains programmes ont été ralentis. Le débat doit à nouveau s'ouvrir en France, devant les décisions toutes récentes.
Mais l'Iran aidant, force nous est de réfléchir maintenant, non seulement aux conséquences de la pollution pétrolière, mais plus encore aux conséquences du manque éventuel d'énergie ou ce qui est synonyme d'un nouveau doublement de son prix dans quelques années.
Parlons franc, certains de ces problèmes sont hors de portée de la France actuelle, comme elle est gouvernée, mais sur beaucoup d'entre eux le prolongement de notre action au niveau d'une concertation européenne efficace là où elle est possible dans un sens compatible avec la perspective Socialiste change déjà les rapports de force et par-là la nature des choses.
En outre et surtout l'avenir est pour une large part fonction de notre capacité à le prévoir et à mettre de l'ordre dans nos décisions à partir d'une vue à plus long terme. Cet exercice exigé s'appelle planification, jamais elle n'a été si nécessaire.
Cela est encore plus vrai d'une gamme d'autres problèmes que vous connaissez bien, que nous connaissons bien, que nous avons l'habitude de traiter comme propres à la France, bien qu'ils nous soient communs avec beaucoup d'autres pays! Le chômage, l'inflation, le déclin démographique, l'affaissement de régions ou de branches industrielles tout entières et d'une manière plus générale le malaise social croissant que sécrètent aussi bien les formes modernes du travail que celles de l'habitat, tout cela aussi donne à la France un avenir dont les menaces ne sont guère exclues.
Le propos de ce Congrès, c'est clair, n'est pas de chercher aujourd'hui les solutions, mais de déterminer les grandes perspectives politiques qui orienteront la recherche précise de ces solutions.
II me semble à ce titre que l'on peut ramener la masse confuse de ces éléments de crise, de difficultés ou d'incertitudes, à deux incertitudes centrales ou de crises : celle de l'Etat, oui justement, et celle aussi de la pensée économique, je m'expliquerai.
Crise de l'Etat : comment ne pas poser ce problème quand on constate à la fois l'impuissante croissante de l'Etat devant les problèmes qui lui viennent de son propre territoire, et le blocage absolu que l'Etat, c'est à dire ici tous les Etats, oppose à toute forme de coopération internationale efficace, qu'il s'agisse de la paix, du désarmement, de l'harmonisation des échanges, de l'aide au développement du tiers-monde ou de la construction de l'Europe.

Fondation Jean-Jaurès

La croissance démesurée des fonctions administratives de l'Etat dans le monde moderne en a fait un niveleur des économies, un réducteur des identités ethniques, linguistiques, religieuses ou même simplement locales.
A des degrés différents, l'Irlande, La Belgique, le Canada connaissent ce problème, que la Corse et à sa manière la Bretagne nous posent aussi.
Sans aller jusque là, la destruction à peu près systématique en France notamment de tout centre de décision efficace au niveau régional, local ou même professionnel, renvoie tous les problèmes à l'Etat et à lui seul au moment même où la restructuration mondiale du capitalisme par les sociétés multinationales enlève précisément aux Etats les moyens d'assurer leurs grands équilibres économiques et de maîtriser leur avenir,
II en va ainsi de l'emploi, C'est au niveau régional que les travailleurs en cherchent la garantie bien évidemment ; mais à ce niveau il n'y a pas d'autorité responsable et l'Etat national s'en voient à tort chargé, alors que lui n'est plus en situation de peser sur les décisions majeures que prennent les grandes firmes.
De même, la défense de l'environnement, celle du cadre de vie, la lutte contre la spéculation foncière se voient paralysées par le fait que tout dépend d'un Etat que la distance rend myope sur ces problèmes, alors que nos communes, elles, concernées au premier chef, sont sans pouvoirs,
Mais l'Etat est en outre pédagogue en chef, médecin en chef, policier en chef, et ingénieur en chef. Il secrète des normes d'habitat identiques pour Lille et pour marseille, et il est incapable d'assurer la formation professionnelle par le plan aux métiers dont chaque région a effectivement besoin. Chacun connaît ce procès, nous l'avons tous fait, militants, dans toutes nos réunions retenons en que la disparition de tout lieu de décision important autre que l'Etat enlève tout amortisseur dans les conflits économiques et sociaux et démobilise en fait des colonies de changement pourtant si nombreuses.
A l'évidence, les sociétés humaines, comme les organismes vivants, ont besoin de différents niveaux de régulation et de décision dotée d'une autonomie suffisante. Les collectivités ne doivent dépendre de niveaux dits supérieurs qui sont seulement plus agrégés, que pour ce qui touche leurs relations avec les autres et non pas leur vie interne.
Que voulons-nous dire d'autre, mes camarades, quand nous parlons d'autogestion ? Que l'entreprise ne soit plus seulement une société de capitaux, mais une communauté d'individus aux droits collectifs reconnus, que chaque équipement public soit une unité de gestion ouverte à l'influence de ses utilisateurs, que le quartier de la grande ville assume aussi des fonctions dans l'ordre de la garantie sociale, que la région soit effectivement chargée à travers la responsabilité des infrastructures de la recherche et des financements, d'assurer l'impulsion du développement économique régional.
Voilà qui viendrait utilement étayer, et nous le demandons partout, le peu de pouvoirs qui subsiste au niveau de la commune et du département.
Dégagé de ses fonctions de gestion, l'Etat serait mieux à même de se concentrer, il risquerait un peu moins à donner constamment la priorité au cours terme sur l'avenir, et du coup la planification pourrait devenir pour lui l'exercice central.

A cette crise de l'Etat dont on pourrait, compléter le diagnostic par une observation des pays de l'Est qui renforcerait la conclusion, se surajoute à mon sens ce que j'appellerai une crise de la pensée économique, de la crise en tant que telle, mes camarades, nous avons ensemble déjà beaucoup parlé et nous sommes pour l'essentiel d'accord, nos analyses nous les avons fêtées ensemble. Plutôt que de revenir sur ce diagnostic, l'important est de constater l'absence de réponse efficace au difficile problème de l'époque actuelle.
Dans aucun pays de l'Est, la planification administrative et centralisée n'arrive à dominer des déséquilibres graves et persistants, ni surtout à assurer à la vie quotidienne les satisfactions minimales dont elle a besoin, en qualité, comme en quantité bien entendu.
A l'Ouest, aucun pays n'assure plus le plein emploi ni la stabilité de sa monnaie et devant la crainte des solutions Socialistes, car seuls à l'Ouest est effectivement connue la variante Goulag, regardez, nous n'en sommes nous, Socialistes, démocratiques, qu'à la proposition, les gouvernements libéraux ou socio-démocrates sont plus encore paralysés par leur absence d'imagination et de solutions nouvelles que par les contraintes auxquelles ils sont confrontés.
On accepte en fait un degré d'incertitude croissant et les prévisions chiffrées deviennent des exercices de fiction,
Les variantes les plus libérales ne se distinguent guère à cet égard de 1'économie dite mixte et le libéralisme dit avancé; de M.Giscard d'Estaing et de M.Barre bat le record des mauvais résultats pour la rapidité de croissance du chômage et la gravité des crises régionales, sans atteindre pour autant de résultats significatifs en matière de lutte contre l'inflation, ni même de résultats durables en matière de balance des paiements,
L'absence de perspectives est évidente et le refus de planifier est le fruit d'une impuissance au moins autant que d'une volonté.
Avons-nous, nous, Socialistes, les réponses ? En êtes-vous sûrs, camarades ?
Le Socialisme a toujours eu, et nous sommes fidèles à cette doctrine, à cette bonne tradition, une pensée très raffinée en ce qui concerne la distribution de la richesse, mais pour ce qui est de la production, c'est une autre affaire. La plupart de nos références à l'acte de produire passent par plus d'administration. C'est notamment évident à la lecture des motions A et E. Nos réponses, qu'il s'agisse d'éléments aussi essentiels que la planification, les nationalisations ou les offices agricoles par produit, sont seulement exprimées en forme d'institution comme la propriété elle-même et cela est nécessaire, mais elles ne sont jamais écrites au-delà en forme de mécanismes faisant jouer ces institutions et l'ensemble des travailleurs, des consommateurs des entreprises.
Une formule comme "le pouvoir passe par la propriété, la propriété c'est le pouvoir", ne nous éclaire en rien sur la politique économique que nous aurons à faire, ni sur la manière d'engager la rupture avec le capitalisme, sans mettre en cause le revenu moyen des français, et surtout des plus défavorisés d'entre eux.
A suggérer, ce que je ne crois pas, que cette formule règle le problème des dominations externes sur les entreprises françaises, et celui du pouvoir facilement excessif des "compétents", elle ne dit rien cette formule de la manière

de servir le pouvoir une fois que l'on s'est servi de la propriété pour le prendre, et là est maintenant notre plus grand problème.
De plus, les immenses problèmes auxquels le Premier secrétaire de notre Parti fait allusion dans la première partie de sa motion, en disant qu'ils nous confronteront de manière immanquable et lourde dans les années qui viennent, montrent tous par cette caractéristique commune que pour chacun d'eux, l'approche du pouvoir par la propriété n'est pas suffisante à les maîtriser, voire dans le cas de la biologie ou dans le cas des rapports de la société des hommes avec son environnement, totalement étrangère à leur prise en charge.
D'accord donc pour la propriété, mais autour, au-delà et après ?
Il y a plus grave, car il faut aller jusqu'au bout de cette controverse i la pensée libérale est en crise, car elle n'ose pas accumuler la nécessité de la régulation et d'une certaine planification, nais la pansue Socialiste en matière économique est an crise aussi, parce qu'elle n'ose pas accumuler l'exigence inverse, celle de reconnaître que l'acte de produire, pour se dérouler dans de bonnes conditions, et notamment s'adapter rapidement aux exigences changeantes des consommateurs, vous comme moi, a besoin de motivations autres que la contrainte.
Et c'est pourquoi une meilleure administration et une planification centralisée et rigide ne sauraient y pourvoir, La question décisive à laquelle il nous faut répondre pour lever les inquiétudes légitimes du pays à l'endroit de nos propositions est donc celle de la nature de notre planification, des mécanismes par lesquels elle pourra jouer plus de l'incitation que de la règle, stimuler des comportements plutôt que de les imposer, et finalement usez de la sanction économique plutôt que de la police.
C'est là que se place notre controverse sur le marché. Elle a été trop souvent l'objet de procès d'intention - encore que sur le fond nous soyons d'accord - que nous devons lever; pour mettre des produits ou des services à la distribution du public, il n'y a que deux procédés : le marché ou le rationnement. II faut choisir, (Protestations)... Tiens ! Des camarades en connaissent un troisième... J'en suis heureux d'ailleurs et il nous faut vite un séminaire pour l'explorer.
Il n'y a marché que si vous ou moi, comme consommateurs, pouvons acheter ce que nous voulons, quand nous voulons, où nous voulons, et à qui bon nous semble, public, privé ou coopérative.
Le marché subsiste même quand il y a monopole local de l'offre, si les frontières restent ouvertes, et si le droit de créer de nouvelles entreprises demeure.
Naturellement il est évident qu'en système capitaliste, le marché aggrave les inégalités, pousse à la concentration, favorise les forts et affaiblit les faibles, encourage la spéculation et le parasitisme. Nous l'avons tous dit, nous en rajoutons tous les uns par rapport aux autres là-dessus, et nous avons raison.
Naturellement, par conséquent, c'est au Plan qu'il appartient de traduire dans les faits la volonté politique de détruire tous ces dangers, nous sommes tous d'accord là-dessus. L'important est d'en convenir. L'important est de convenir aussi qu'une société d'où aurait disparu cette liberté élémentaire du consommateur qui est constitutive, est une société où la liberté ne serait plus

enracinée dans l'ordre économique et où elle serait dès lors gravement menacée.
Il faut convenir enfin qu'en rendant possible que les mauvais produits soient dédaignés et que les bons soient encouragés par les consommateurs, le marché exerce une fonction, celle-là salutaire, de régulation... appelez-la comme vous voudrez. Le reste risque de n'être ici que sottise ou là que polémique.
Je me suis permis de rappeler cela parce que la disparition des mots tabous est la condition nécessaire à la relance d'une réflexion Socialiste positive sur la production en économie ouverte,
Car l'important n'est pas cette stupide affaire du marché qui est pour le rationnement, l'important est justement d'organiser la production à travers le Plan, alors que l'existence même du marché interdit la planification rigide. Là se situent à la fois la crise de la pensée économique d'aujourd'hui et l'esquisse de réponse que commence à apporter le Socialisme autogestionnaire en reconnaissant la nécessité de centres de décision multiples : entreprises, régions, équilibrant le pouvoir central, et en préconisant une planification ferme dans la volonté, mais flexible dans ses moyens c'est-à-dire, au fond, acceptant dans la société la complexité même, mes Chers camarades, qui est celle de la vie, tout simplement.
Vous voyez, mes camarades, pour ce qui concerne notre pays et la manière de le gouverner, les pistes que notre Congrès doit ouvrir! Les défis qu'il doit affronter, les enjeux qu'il doit assumer sont lourds. Ils le sont aussi pour le Socialisme, et précisément les conditions dans lesquelles le Socialisme autogestionnaire commence à esquisser des réponses tant à la crise de l'Etat qu'à la crise de la pensée économique, recoupent largement les questions que nous pose aujourd'hui la consolidation de l'identité du Socialisme, de l'identité de notre propre parti.
Les enjeux pour le Socialisme ! François Mitterrand évoque à plusieurs reprises, dans sa motion, les rapports du Socialisme avec son histoire, et il vient encore d'en traiter longuement, qu'il s'agisse d'une fidélité globale à ce qu'il nomme, le Socialisme historique ou d'une continuité plus récente par rapport à la ligne d'Epinay qui, comme il l'écrit justement, n'est pas partie de rien.
Ce souci me parait sain. Le Parti Socialiste, aujourd'hui, ne doit pas échanger une nouveauté qui fait sa force contre une absence de mémoire. L'histoire du Mouvement ouvrier doit en effet, à chaque étape, nourrir notre débat sur l'avenir des enseignements du passé, qu'il s'agisse d'acquis à préserver ou d'erreurs à éviter. Mais il nous faut alors être exigeant et ne pas biaiser avec l'histoire.
Le Socialisme historique, lit-on dans la motion A ou plutôt le Socialisme tel que l'histoire l'a fait, est-il remis en question ? Cette question en appelle immédiatement une autre : qu'est-ce que le Socialisme historique ?
Au-delà du message prophétique de Jaurès, du Front populaire, de la Résistance, les acquis comportent aussi l'incapacité à poser correctement la question nationale et son rapport avec l'Internationale, au moment de la première guerre mondiale, l'aveuglement, pour ne pas dire plus, en matière de politique coloniale, l'insuffisance, la légèreté, souvent l'échec, des politiques économiques de la Gauche sous la IIIème comme sous la IVème République, là

Fondation Jean Jaurès

faible implantation sociale du Socialisme français.
camarades, en fait, l'histoire du Socialisme français, notre histoire, est, depuis la non intervention en Espagne, l'histoire, quant à notre Parti, quand au Parti qui précédait le nôtre, celle d'un long déclin jusqu'en 1971, et l'histoire
de son rapport avec le gouvernement de la France est tout de même celle d'un long échec. Il y a là une sorte de malédiction. Elle ne peut être le fruit du hasard.
Je voudrais risquer une explication en interrogeant moi aussi l'histoire, peut-être avec une lecture plus organisée, plus charpentée que vient de le faire François Mitterrand qui, lui, authentifiait les grands moments de cette histoire. Il nous faut mettre en ordre.
Le Socialisme en France, notamment, mais pas seulement, n'est pas né dans des livres ou chez les intellectuels, il est né sur le terrain des réponses concrètes apportées par les travailleurs aux difficultés de leur vie, dans les souffrances engendrées par l'exploitation sauvage qu'ils subissaient. Ils ont créé des mutuelles pour se garantir contre la maladie, des coopératives pour tenter de voir si on ne pouvait pas produire sans subir l'autorité monarchique du patron, et des bourses du travail pour se protéger contre le racket des loueurs d'hommes. Ces réponses sont concrètes, localement efficaces, décentralisées. Notez, camarades, qu'elles n'attendaient à l'époque rien de l'Etat ni de l'Administration, qu'elles ignorent... et c'est un tort !
Puis vient la naissance du Parti unifié, et nous revoilà avec Guesde et Jaurès. Si Jules Guesde, lui, apporte un outil, le souci et une capacité d'organisation à un niveau de masse que nos deux grandes fédérations préservent jalousement et heureusement, le même Jules Guesde apporte aussi au Parti le marxisme déformé par Lasalle et Trotski; sous la forme d'une vision ultra-centralisée, étatique, de la dictature du prolétariat, que Lénine aggravera encore, oubliant complètement ce que pour ma part je crois être le vrai Marx, celui du Socialisme défini comme société associative, comme auto-détermination des travailleurs, comme, vous connaissez tous ce mot, dépérissement de l'Etat.
C'est Jaurès qui, à ce moment-même, mène la controverse, au nom du Socialisme anti-Jacobin, du Socialisme décentralisateur, coopératif et mutualiste, bref, du Socialisme autogestionnaire et peut-être vraiment marxiste. François Mitterrand, à l'instant, avait raison de rappeler que Jaurès était un admirable connaisseur de Marx.
Car la guerre et la mort de Jaurès arrêtent la controverse sans la trancher. Et Léon Blum, dans le discours d'adieu aux majoritaires qui, dans le Parti, voulaient fonder le Parti Communiste français, dans un discours dont un paragraphe vient d'être cité par François Mitterrand, évoque, je vous le rappelle, à mon tour, la dictature du prolétariat, dont il souhaite seulement qu'elle soit moins brutale qu'en Union soviétique. La critique est dure mais la notion subsiste.
Mon sentiment, mes camarades, est que tout le reste s'ensuit.
Pendant près d'un demi-siècle le Parti Communiste aura en France un discours, une organisation, une pratique, parfaitement cohérents entre eux. Sa brutalité sera seulement à la hauteur de sa logique, de ses ambitions et de la violence

capitaliste. Le prolétariat doit être aussi centralisé que son adversaire de classe, et c'est l'appareil central de l'Etat qui sera la maître d'œuvre exclusif de la transformation sociale, l'expression unique de la dictature du prolétariat.
Le Parti Socialiste S.F.I.O. de l'époque gardera jusque sous Guy Mollet le même discours de principe, en refusant simplement d'aller jusqu'au bout de la brutalité pratique qu'implique sa logique.
De ce fait les militants Communistes seront en sécurité intellectuelle, à l'aise, dans leur doctrine, rayonnants et combatifs, et pour un demi-siècle les militante Socialistes eux, seront, tout l'entre deux guerres et bien après, jusqu'en 1971, toujours mal à l'aise, gênés, amputés de quelque chose, craintifs devant les conséquences de ce qu'ils disent, et, en fait, ils admettront pour cette raison une pratique fort éloignée de leur théorie.
En outre cela les coupe complètement de leurs origines coopératives ou mutualistes, surtout du mouvement syndical qui avait, lui, rompu avec le guesdisme au moment de la Charte d'Amiens, en 1905, alors qu'il aurait fallu pendant toute cette période, ensuite, interroger le mouvement syndical au nom des convergences nécessaires dans la pratique sociale, comme nous Socialistes autogestionnaires, le faisons aujourd'hui. Mais il n'y avait plus de pratique sociale puisque la doctrine appelait une pratique exclusivement politique, et la dégénérescence de la doctrine, une pratique exclusivement électoraliste. (Applaudissements)
II n'y a donc pas de mystère à ce que le Parti Communiste ait culturellement et pratiquement, dominé la Gauche pendant plus de 40 ans et créé cette situation incroyable que c'est par rapport à ses positions que se décernait le label d'appartenance à la Gauche.
C'est à cette situation qu'il faut mettre fin. Si nous voulons pouvoir reconstruire l'Union de la Gauche comme une alliance compétitive entre deux forces aux identités également marquées, pour faire l'Union il faut que cela tienne également solide des deux côtés.
Précisément la renaissance du Parti Socialiste se fait dans la décennie 1970, sur le double pari engagé à partir de la lutte contre la guerre d'Algérie et la lutte contre la collaboration avec la Droite, autour de deux éléments indissociables : la volonté de l'Union de la Gauche affirmée dès Issy-les-Moulineaux surtout, confirmée à Epinay à travers le choix d'un Programme Commun et l'affirmation d'une identité non liée au centralisme, exprimée aussi à Epinay par cette forte phrase que j'ai plaisir à vous relire :
"II ne faut pas dire qu'on mettra en place un gouvernement de la Gauche durable et a fortiori la construction Socialiste, en partant d'en haut, c'est-à-dire en se contentant d'utiliser dans un sens Socialiste l'appareil de l'Etat, même renforcé".
Cela, c'était Epinay.
(Applaudissements)
Et ce choix fût confirmé, au Congrès de Suresnes, suivi par la référence de l'autogestion.
Je l'avais déjà dit au Congrès de Nantes et j'ai eu un immense plaisir à entendre François Mitterrand le réaffirmer hautement tout à l'heure : l'homogénéisation

réelle du Parti ne peut se faire que dans le respect des deux cultures qui le traversent, comme elles traversent toute la Gauche, alors que la culture centralisatrice et étatique y reste largement dominante.
Comment ne pas voir que la réponse à la crise de l'Etat et à la crise de la pensée économique, centralisatrice, nous la trouvons dans le prolongement rigoureux de nos synthèses sur l'autogestion ?
Comment ne pas voir que l'inquiétude aujourd'hui, celle des peuples minoritaires, celle des femmes, celle de la protection de l'environnement et de l'écologie, ne peuvent se réduire à la seule lutte des classes ni trouver leur solution dans le seul maniement de l'appareil central de l'Etat ?
Comment ne pas voir que la lutte des classes elle-même, plus elle porte sur des objectifs visant les conditions du travail, la diffusion du pouvoir dans l'entreprise, et le contrôle des travailleurs, tendant par-là vers l'autogestion, et plus elle se décentralise, plus elle recherche la négociation ponctuelle, et moins elle se réfère à l'arbitrage de l'Etat.
Comment ne pas s'inquiéter enfin de voir que celui de nos grande objectifs, qui a été gommé de notre discours public pendant la fin de la campagne dernière des Législatives, était la mise en place de l'assemblée régionale élue et de voir que le mot de "région", n'apparaît pas dans la motion A, qui n'évoque ce problème que par l'adjectif "régional", par deux fois cité en incidente ?
Voilà, mes camarades, esquissées à grands traits, la démarche théorique et pratique engagée par notre motion et qui s'apparente d'ailleurs à certaines orientations d'autres motions.
L'enjeu, pour le Socialisme, en clair, vise à récuser absolument le léninisme et à interroger Marx sur le rapport du Socialisme à la liberté. Il vise à lever des ambiguïtés théoriques sur lesquelles a toujours vécu le Socialisme français ; discours de liberté, mais dictature du prolétariat réduite aujourd'hui au rôle exclusif de l'Etat, distance entre le programme maximum et le programme minimum, exigence de démocratie mais maintien du centralisme.
Il vise, cet enjeu, l'établissement d'une liaison étroite entre la pratique politique et la pratique sociale, il vise la reconnaissance de la société civile, de ces relations multiples que les hommes tissent entre eux comme créateurs, comme agents spécifiques de l'action politique à côté du champ étatique, et il tend à définir le militant comme un créateur de pratiques sociales et non plus seulement comme le soldat propagandiste d'une armée électorale en campagne permanente.
II vise enfin, cet enjeu, à redonner au Parti Socialiste une identité forte et cohérente, en plein accord avec ses sources historiques les plus anciennes.
De tout cela, naturellement, découlent des enjeux forts pour notre organisation elle-même, notre grand Parti Socialiste.
Pas un seul instant je n'ai été de ceux qui se sont d'avance résignés à une défaite en 1981. Nous pouvons battre le Parti conservateur. Tout dépend, pour cela, du Parti Socialiste.
Les Français savent que nous représentons le changement. C'est la raison pour laquelle ils n'attendent de nous ni la constitution d'un rassemblement hétéroclite

Fondation Jean-Jaurès

de mécontent et d'opposants, ni le ressassement décennal de quelques vérités premières. C'est une marque de l'honneur que les Français font à la Gauche et, je veux le croire, en particulier au Parti Socialiste, que d'attendre d'abord de nous le langage clair et véridique des propos d'audace et de rigueur, un projet de société qui, selon la formule de Jaurès, parte du réel pour aller à l'idéal. C'était une des définitions, vous vous en souvenez, qu'il donnait du courage.
Voilà ce qui nous attend, voilà le sens de ce que nous avons essayé, depuis plusieurs mois, de dire au Parti.
Le Congrès sera aidé dans sa tâche pour remettre le Parti en marche vers la nécessaire victoire - grâce à un fonctionnement plus démocratique - par les mandats que vous venez de donner à votre future direction par vos votes.
Aucun courant de pensée n'a le droit de se considérer comme mandaté exclusivement par les seuls électeurs internes. Tous ont l'obligation de tenir le plus grand compte de ce que, globalement, vos votes ont voulu dire, tous ont l'obligation de tenir le plus grand compte de ce que le Parti tout entier exprime à travers ce Congrès.
C'est dire que les organes de délibération et de décision collectives, et notamment le Bureau exécutif - qui fut parfois, par le passé, une simple chambre d'enregistrement - vont devoir et pouvoir jouer tout leur rôle.
Cela nous conduit donc à examiner les rapports entre le problème du gouvernement du Parti et celui de sa démocratie interne et de son pluralisme.
Gouverner le Parti nécessite un accord politique. Nous allons tenter de la dégager et, heureusement, en effet, pas seulement à la Commission des résolutions ; je l'espère bien. Je n'ose pas comprendre que cela voudrait dire qu'il n'y aurait pas de synthèse. Mais il est bon, en tout cas, que le Congrès prenne en charge directement ses responsabilités.
Nous allons tenter de le dégager sur la base de la motion de François Mitterrand, puisque c'est celle qui a obtenu la plus forte majorité des votes, (Applaudissements)
A quelques exceptions près, Je n'ai guère entendu de camarades évoquer d'autres perspectives que la recherche d'une synthèse, aussi exclusive préalable.
Nous nous y emploierons en présentant les amendements correspondant au mandat que nous avons reçu des militants qui nous ont fait confiance en vue de ce rassemblement, et dont je viens de rappeler l'esprit, et surtout la perspective.
Cet effort de synthèse, nous le ferons loyalement, mais rassurez-vous, François Mitterrand, je suis heureux de répondre là à votre question, toujours dans la clarté, comme vous le souhaitez.
Il est possible que nous n'arrivions pas à un accord suffisant pour gouverner ensemble. Alors nous ne serions pas, mes camarades et moi-même, membres du nouveau Secrétariat. Mais là n'est pas l'enjeu décisif de ce Congrès. Il s'agit, en effet, bien davantage d'enrichir notre Parti de cette dimension nouvelle qui fonde l'unité dans le pluralisme et non dans l'orthodoxie, (Applaudissements)
Je plaide pour qu'il n'y ait pas, à l'issue de ce Congrès, une majorité et une minorité dans la conception traditionnelle qui reproduit les rapports entre le Pouvoir et son opposition parlementaire, (applaudissements)

Collection Jean Jaurès

Il peut très bien y avoir un consensus qui soit l'expression de majorités diverses et de minorités différentes. Nos statuts prévoient que le Bureau exécutif, qui est le seul organisme de décision politique véritable, est élu à la proportionnelle. Tous les courants de pensée y seront donc représentés et il doit redevenir ce qu'il aurait toujours dû être : le lieu des débats politiques réels du Parti.
Je conviens parfaitement qu'il est, dès lors, nécessaire pour l'efficacité qu'il y ait un Secrétariat homogène du Parti. Mais, au-delà, j'appelle à la synthèse la plus large, qui trouverait notamment son expression dans chaque fédération et dans chaque section, où l'ensemble des représentants des motions devrait être en mesure de participer à l'animation et à la mise en pratique des résolutions du Congrès.
Un grand débat vient de s'ouvrir, qui ne s'achèvera pas de sitôt. C'est un commencement. Qui, d'ailleurs, pourrait penser que l'on aura réglé les problèmes de l'union de la Gauche, de la rupture avec le capitalisme ou du fonctionnement du Parti, en deux formules et quatre amendements, fut-ce dans une motion de synthèse, fut-ce dans un texte unanime ? Personne.
Les interrogations qui nous séparent parfois, et les réponses qui nous rassemblent souvent, touchent à un débat, c'est vrai - et là aussi je retrouve la conclusion de François Mitterrand - qui concerne au bout du compte l'avenir du pays.
La capacité des forces représentatives du monde du travail à donner une réponse politique à la crise du capitalisme, voilà qui va bien au-delà des deux prochaines années et qui ne se réglera pas simplement à travers une motion !
Je suis d'ailleurs convaincu que, sur les quatre grande sujets qui ont charpenté notre discussion interne, il n'y a pas de synthèse unique entre deux motions qui se rejoindraient sur tous les points. Sur l'Europe, par exemple, il est très probable qu'il y a les bases d'un accord entre les motions A, B et C. Sur le fonctionnement du Parti, il y a certainement des points communs entre les motions B, C, E et F.
Je propose donc - et sur d'autres points encore il peut se trouver d'autres rapprochements possibles - davantage que la synthèse, une unité d'animation et de débat pour le Parti, parce que les enjeux des prochaines années exigeront de mobiliser toutes les ressources de générosité et d'imagination qui sont celles des militants Socialistes, (Applaudissements)
Un Secrétariat homogène, un Bureau exécutif prenant vraiment les décisions, des fédérations réconciliées, nous parerions ainsi à deux dangers à la fois, mes camarades : l'unanimisme et le sectarisme.
L'unanimisme paralyse, dans la mesure où toute question devient offense, toute interrogation une division, et toute différence une déviation.
Le sectarisme, de son côté, porte avec lui, la sclérose et le déclin. Il n'en a pas manqué dans notre Parti, ces derniers mois. Vous connaissez tous ces déclarations ou ces missives effarantes, parfaitement inadmissibles entre militants, et qui n'ont même pas toutes l'excuse d'un engagement trop récent dans le combat Socialiste ! (applaudissements)
Pour aider à y mettre fin, il faut éviter que se structurent des minorités

Fondation Jean Jaurès

homogènes de la base au sommet.
C'est qu'entre l'unanimisme et le sectarisme, il y a un fondement commun : le refus de le différence, l'interdiction du libre examen, le repli ample ou frileux sur le passé.
Le plus petit commun dénominateur permet de faire des divisions ; c'est l'instrument des fractions. Ce n'est ni celui des multiplications, ni celui des rassemblements ! (applaudissements)
Cela fait maintenant plus de vingt ans que la Gauche est écartée des responsabilités du pouvoir ; encore, la politique qu'elle menait alors était-elle parfois loin d'être toujours une politique de gauche. Mais, depuis, y a-t-il un seul Socialiste pour se satisfaire d'un partage bancal où nous gagnerions toujours les élections municipales, les élections cantonales, et les législatives pourvu qu'elles soient partielles, et pour s'accommoder de triompher dans les sondages, si nous ne devons plus... (protestations)... gagner dans les combats décisifs ? (protestations)
Bravo ! Vous avez répondu ! Nous hurlons, tous ensemble, et moi avec vous je sifflerais... mais je n'en ai plus la salive !
Qui donc s'accommoderait de cette acceptation ? Seule la victoire peut être à notre ordre du jour, comme vous venez de le confirmer.
Etrange confiance, alors, que ce vote de protestation qui nous vient de l'opinion, ce vote où les Français choisissent la Gauche pour administrer leurs communes ou leurs départements, à la rigueur pour être les tribuns du combat contre l'injustice, mais où ils nous refusent encore la possibilité de bâtir une société différente, de mettre en oeuvre les réformes profondes sans lesquelles la justice et la liberté seront toujours écartées par le poids de l'argent et des privilèges.
Je me refuse, pour ma part, à me résigner à ce que la Gauche ne soit que la Gauche défensive, la Gauche administratrices de nos chefs-lieux de canton.
Je pense plutôt, pour conclure, que nous devons réfléchir ensemble, aujourd'hui et pour demain, à ce que cela signifie que d'être à gauche.
Etre à gauche, aujourd'hui, c'est savoir que la victoire du monde du travail appelle une dynamique et un projet qui ne naîtront pas seulement de l'addition de succès partiels.
Etre de gauche, aujourd'hui, c'est travailler inlassablement à la reconstruction de l'union en s'appuyant fermement sur l'identité retrouvée de notre Parti et en n'oubliant jamais qu'à la fin des fins l'autoritarisme est de droite.
Etre de gauche, aujourd'hui, c'est comprendre que le peuple français attend du Parti Socialiste qu'il lui présente un projet de société enraciné dans le réel, le dessin d'une société nouvelle qui affirmera sa rupture avec l'ordre ancien, moins à travers les bouleversements qu'il suscitera, que par le progrès équilibré des condition de vie et de travail et la diffusion simultanée du pouvoir et des responsabilités.
Nous aurons déçu la confiance, que les travailleurs ont placés en nous, si nous ne sommes pas capables de tenir les deux bouts de la chaîne. Aussi, ne perdons jamais de vue que vouloir tout tenir d'un bout peut nous faire perdre et l'amélioration des conditions matérielles et les transformations du pouvoir, car

c’est l’un par l’autre qu’ils contribuent à changer la vie.
Etre de gauche, aujourd’hui, c’est parler vrai aussi, et cela semble maintenant faire l’unanimité parmi nous - voilà qui est bon -et se dire que le rigueur nécessaire est d’abord une exigence vis-à-vis de nous-mêmes. C’est mettre fin à cette sinistre tradition qui a voulu, en d’autres temps, que les Congrès Socialistes se gagnent à gauche en promettant beaucoup, pour au bout du compte gouverner au centre ! De celle-là, je crois que nous sommes à présent débarrassé. Attention aux tentations qui peuvent renaître… (Applaudissements et protestations)
Deux de nos mots d’ordre ont toujours fait ma fierté de militant Socialiste. Le premier était celui de la campagne présidentielle de François Mitterrand : ‘La seule idée de la Droite : garder le pouvoir. Mon premier projet : vous le rendre", (applaudissements) Et l’autre, camarades, était sur tous les murs de nos villes et de nos campagnes l’an dernier : "Les Socialistes tiennent ce qu’ils promettent : ils ne promettent que ce qu’ils peuvent tenir" (Applaudissements)
Je forme le vœu que ces deux slogans soient comme des phares qui constamment balayant notre route et, s’il le faut, devant notre porte.
Etre de gauche, aujourd’hui, c’est enfin avoir la volonté permanente de mettre notre pratique en accord avec notre discours. L’identité Socialiste n’est pas seulement une affaire de doctrine ou de motion ou de références intellectuelles, c’est dans l’action qu’elle s’enracine et prenons garde à ne pas limiter cette action aux seuls combats électoraux.
Depuis le Congrès d’Epinay, le Parti Socialiste a beaucoup, considérablement, progressé, à la fois sur le plan doctrinal et sur le plan électoral. Notre principal souci devrait être maintenant de le faire progresser au même rythme sur la voie de l’identité militante retrouvée, qu’il s’agisse du combat dans les entreprises, de l’engagement associatif, de la lutte de libération des femmes ou de l’insertion dans le monde rural.
C’est à ces conditions que nous retrouverons non seulement la volonté, mais la capacité de vaincre. C’est à ces conditions que nous rendrons ses chances à la Gauche, (vif a applaudissements)

Le président - La parole est à Amet, motion E, ensuite Pierre Guidoni, motion E.
Avant qu’Amet prenne la parole, j’ai quelques communications à vous faire de la part de la Commission nationale des Conflits. Elle se réunira à 18 heures 30, salle 12.
Les camarades qui ont des propositions à faire concernant des demandes de réintégration par le Congrès sont priés d’apporter à cette Commission nationale des Conflits, entre 18 h 30 et 19 h 30, toutes les informations nécessaires.
Une seconde encore. Camarades, nous avons prévu de siéger jusqu’à environ 10 heures-5. Je serai donc amené à suspendre après le dernier orateur dont le temps correspondra à cet objectif.

Amet

C’est le militant de la sidérurgie lorraine, dans une entreprise de cette région, et en Moselle, qui aujourd’hui s’adresse à tous les congressistes venus de toute la

Fondation Jean Jaurès

France, pour leur parler des problèmes de notre sidérurgie.
La Moselle, c'est la sidérurgie, ce sont les mines de charbon, c'est la crise, comme dans toute la France...

Le président - Arrête une seconde, s'il te plaît, camarade.
Je vous prie de faire silence, et je prie ceux qui doivent sortir de le faire rapidement !

Amet - Cette crise, nous la connaissons depuis maintenant plus de dix ans. Elle se répercute dans la région par des fermetures d'entreprises, des fermetures de puits de mine, par des pertes d'emplois, de milliers d'emplois, et par la déqualification des travailleurs.
C'est une baisse sensible de production, et ce sont les plans successifs de licenciement.
Tout récemment, il y a eu la fermeture d'Usinor à Thionville, qui s'est traduite par le transport journalier de plus de 1000 travailleurs à Longwy. Toute la production était désorganisée par les mutations et par le chômage partiel depuis maintenant plusieurs années. C'est la course à la productivité.
Pendant ce temps, les investissements basés sur les profits immédiats ne prennent pas en compte la modernisation, et c'est un véritable gâchis !
Le résultat, c'est que la distribution des fonds publics sert à licencier les travailleurs et à prendre quelques mesures sociales.
Les fusions capitalistes résultant de cette politique aggravent la situation des travailleurs et de toute la région. Elles entraînent des concentrations et des fermetures. C'est le chômage, en particulier des jeunes, des femmes, et tout cela fait de cette région une région d'assistés.
La solution proposée par les militants Socialistes de la Moselle était, il y a deux ans et demi, la nationalisation pure et simple. En fait, on a dû reculer, et pour nous la nationalisation c'était surtout une garantie pour les travailleurs, acquérir des droits nouveaux, des droits d'expression, des droits de décision, et une garantie d'emploi. Actuellement la réduction à sa plus simple expression de la sidérurgie lorraine est le résultat du plan d'Avignon et des trusts qui la commandent. Le plan d'Avignon, qui est le symbole de la toute puissance internationale des monopoles financiers de la sidérurgie, dresse un bilan qui ne prend en compte que des quotas de production, basés sur une division internationale du travail.
A ce point de mon intervention, je pourrais poser une question à Michel Rocard : quelle différence pour les travailleurs de se voir jetés à la rue par une décision d'une quelconque bureaucratie ou par la loi du marché ou par la sanction économique ? (Applaudissements)
Mais quelle que soit la réponse, j'ai la ferme conviction que c'est en pensant le plan à travers cette question que nous répondrons à l'attente des travailleurs.
Le Parti Socialiste, et tout particulièrement les militants Socialistes vivent la réalité ouvrière dans les entreprises, doivent se battre sur des axes choisis, sur des objectifs précis et mobilisateurs. Les travailleurs attendent beaucoup de ce

Congrès, et tout particulièrement les travailleurs de cette région.
Nous voulons la semaine de 35 heures sans perte de salaire (Applaudissements) Nous voulons également la retraite à 55 ans, pour ceux qui ont peiné dans les entreprises.
Le Parti doit s'engager résolument dans cette voie et prendre des mesures claires pour la défense d'une sidérurgie nationale, productrice d'une matière de base, d'une matière première indispensable à l'indépendance économique de la France et du pays.
Hors d'un programme clair, d'objectifs précis et dynamiques répondant à l'aspiration delà classe ouvrière, nous resterons dans des querelles de mots.
Le problème est grave ! Demain des milliers de travailleurs seront jetés à la rue. Les décisions vont être prises ces jours ci.
Si c'est être nationaliste que de défendre notre sidérurgie, défendre les travailleurs et leurs droits fondamentaux, défendre le droit au travail, vivre et travailler au pays, lutter centre la division internationale du travail, qui à terme condamnera la sidérurgie, si c'est cela être nationaliste, eh bien nous devons tous être nationalistes.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Pierre Guidoni, motion E, ensuite André Doutet, motion C.
Je vous donnerai tout à l'heure des indications sur les salles dans lesquelles se réuniront les camarades des motions, et l'heure proposée par les différents tenants.

Pierre Guidoni

Mes camarades, la tonalité des interventions de cet après-midi, à cette tribune, le niveau élevé du débat, l'effort fait par chacun pour que soient posés les véritables enjeux et pour que le Parti tout entier prenne conscience de ce qu'il y a non seulement dans chacun des textes, mais derrière les textes, marque mieux, qu'aucun de nous ne saurait le faire, quelle est l'importance de ce Congrès.
On l'a dit à plusieurs reprises, il y a pour notre Parti la nécessité absolue de sortir du Congrès de Metz avec les idées claires, en sachant très exactement ce qu'il veut et où il va, et sans qu'il soit possible de se perdre à nouveau dans 1'ambiguïté ou dans la confusion.
A cet égard je repensais, en entendant les orateurs tout à l'heure, à cette vieille boutade un peu usée, vous m'en excuserez, selon laquelle nous avons entendu des idées neuves et des idées justes ; toutes les idées justes que nous avons entendues n'étaient pas toujours neuves, et toutes les idées neuves, je l'ai profondément ressenti, comme sans doute beaucoup d'entre vous, n'étaient pas obligatoirement justes. (Applaudissements)
Mais je crois qu'il y aurait pour le Parti de graves dangers à ne pas voir quelle est la source d'une certaine confusion que nous avons tous ressentie dans nos fédérations, dans nos sections, dans tout le débat préparatoire du Congrès, et qui a été soulignée par beaucoup d'observateurs et par la presse. Cette confusion,

Fondation Jean Jaurès

elle vient en grande partie du fait qu'il n'y a rien qui soit considéré comme acquis, qu'on a 1'impression que tout repart chaque jour à nouveau, que des textes qui pourtant nous engagent tous, qui font depuis de nombreuses années l'action collective de notre Parti, font l'objet d'une redécouverte aussi soudaine qu'inattendue, et que dans un certain nombre de cas il faut une sorte de passion d'archéologue pour faire revenir à la surface ce qui est pourtant notre bien commun.

Il n'est pas possible qu'il en soit de même après Metz. Je remercie chaleureusement Michel Rocard d'avoir cité, à nouveau, la phrase centrale du texte du Congrès d'Epinay. Qu'il m'excuse de croire que je la connaissais mieux que lui.

(Applaudissements)

Je le remercie également, et comment ne le ferais-je pas, d'avoir découvert, et avec quelle éloquence, la nécessité qu'une minorité ne soit pas obligatoirement rejetée dans un rôle d'opposition, les vertus du pluralisme, l'intérêt qu'il y a à ce que ce soit le Bureau exécutif qui joue pleinement son rôle, les mérites de reconnaître que le Parti est finalement un concert où chacun a sa part, et où toutes les idées sont bonnes à prendre. Je dirai que c'était des idées qui auraient peut-être pu être exprimées par lui ou par d'autres avec autant de force depuis au moins le Congrès de Pau.

(Applaudissements)

Mais je dirai aussi que dans le débat qui s'engage, et tel qu'il s'engage, je suis de ceux qui croient qu'il y a très clairement un choix qui est offert au Parti, et que ce choix n'est pas entre deux cultures, entre deux histoires, entre deux traditions. Il est peut-être d'abord dans une meilleure compréhension de ce que sont les conditions de développement du Socialisme français, liées à ce qu'est l'histoire même de notre pays.

Il ne sert de rien d'épiloguer à l'infini sur les différences entre l'Etat et la société civile, sans se rappeler que c'est en France que nous sommes, et que là, depuis plusieurs siècles, l'Etat et la société civile ont tissé des liens d'un type particulier, sans équivalent dans la plupart des pays d'Europe, qui font qu'il est vain d'investir l'un par l'autre, qui font qu'il est erroné de penser qu'une idée, une force, une volonté de changement, puisse se diffuser insensiblement à travers l'ensemble du corps social.

Depuis des siècles, chez nous, l'état est l'instrument essentiel du pouvoir de la classe dominante. C'est ainsi qu'il a été construit, consolidé, perfectionné. C'est le point de passage obligé d'un changement réel.

La vraie question est la question du pouvoir. La vraie question, c'est de savoir qui a le pouvoir aujourd'hui. La vraie question, c'est de savoir où est l'adversaire et sur quel terrain nous pouvons effectivement le vaincre.

Nous parlons ici souvent comme si nous étions seuls, ou comme si nous cheminions comme une armée prête à installer un siège vers quelque lointaine forteresse. Mais il n'y a pas d'armée ni de forteresse, il y a deux armées face à face, aussi mobiles l'une que l'autre, et croyez-moi, notre adversaire est aussi cohérent, aussi fort, aussi armé que nous, il a autant d'imagination, et il a plus de

puissance.
Où le trouver ? Où le vaincre ? Où le battre ? Comment s'assurer que le lendemain d'une victoire il n'y aura pas tout d'un coup un de ces retours de flamme dans lesquels ont succombé si souvent les partis de Gauche et les Socialistes, dans tant de pays où ils essayaient à peine de commencer leur effort de transformation sociale.
Savoir où est l'adversaire et avoir la ténacité et l'opiniâtreté nécessaires pour le vaincre.
Je suis quelquefois frappé également par cette sorte de date charnière décisive, capitale, qui semble la seule qui compte, la seule importante dans notre histoire récente, et qui serait la date des dernières élections législatives.
Oui ou non, et je crois que c'est là-dessus qu'il faut que le Congrès soit clair, pensons-nous que mars 1978 marque un échec si grave dans l'histoire de la Gauche qu'il soit nécessaire de repenser non seulement notre tactique mais notre stratégie, non seulement notre stratégie mais les fondements théoriques et idéologiques sur lesquels nous l'avions basée ?
Si oui, alors on sait déjà, à travers le débat de ce Congrès, qui a raison. Si non, si cela n'engage pas une remise en cause aussi grave, alors on sait aussi entre qui se fera la synthèse.
(Applaudissements)
Non, l'histoire récente de la Gauche ne porte pas condamnation de la stratégie d'Epinay. Non l'histoire récente de la Gauche ne porte pas condamnation des actes, des paroles, des pensées du Parti d'Epinay. Peut-être suis-je de ceux qui ont mérité par leur franchise et parce qu'ils ont chaque fois qu'ils le croyaient, chaque fois qu'ils le croyaient juste, parlé clair, peut-être ai-je gagné le droit de dire qu'aujourd'hui, la fidélité à ce que voulaient les fondateurs du Parti d'Epinay, la fidélité à ce qu'ont voulu tous les militants qui, depuis lors, se battent et gagnent souvent, plus souvent qu'on ne croit, la fidélité aussi à ce qu'attendent de nous des millions et des millions de travailleurs comme celui qui, il y a un instant, parlait ici en tant que sidérurgiste lorrain, c'est non pas de réviser en baisse nos objectifs mais d'être encore plus audacieux, encore plus à la hauteur des circonstances, encore plus capables de répondre au défi qui nous est lancé par la crise.
Oui, nous sommes, nous qui avons signé la motion E et qui l'avons défendue et votée, nous sommes ici dans ce Congrès résolus à tout faire pour qu'apparaisse nettement le choix qui est offert au Parti, et nous sommes de ceux qui pensent également qu'une fois que ce choix sera clarifié devant l'ensemble du Congrès, devant tous les délégués présents ici, il faudra que ce soit l'ensemble du Congrès et les mêmes délégués qui le tranchent.
Il y a eu, et nul d'entre vous ne l'a oublié, beaucoup de débats dont nous avons pris notre part. Nous pouvons dire aujourd'hui que ce qui est en cause dans le Congrès de Metz, c'est peut-être, à certains égards ce qui fonde l'essentiel de notre engagement ; c'est, à certains égards, le contrat fondamental qui lie les Socialistes au parti d'Epinay.
Voilà pourquoi nous souhaitons, voilà pourquoi nous voulons un accord

politique et voilà pourquoi nous voulons la synthèse.
Il n'y a pas ici, entre nous, de marchandage sur des détails. Il n'y a pas ici, entre nous, un effort pour essayer de masquer ou de camoufler telle ou telle divergence. Il y a l'idée que plus que jamais aujourd'hui l'intérêt du Parti se confond avec l'intérêt des travailleurs, avec l'intérêt de notre peuple, que nous ne changerons pas de combat en faisant tout pour le servir. Notre main est tendue. Il n'est que de la prendre !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à André Daudet, motion C.

André Daudet

Mes camarades, après avoir entendu avec vous les réflexions de François Mitterrand et Michel Rocard sur les chances du Socialisme en France, et les formes que pour nous, Socialistes, doit revêtir la prise du pouvoir, je suis obligé de descendre d'un cran et de vous parler de ma fédération et du fonctionnement de celle-ci.
Mon propos ne sera pas polémique, mais il vous concerne tous, car c'est le Socialisme dans toute une région qui est en cause.
Je ne sais pas si vous vous rendez comptes camarades, mais le fait que je sois aujourd'hui, à cette tribune, constitue un événement politique. En effet, vous avez devant vous un militant Socialiste des Bouches du Rhône qui n'a pas voté et qui ne parle pas au nom de la motion Defferre.
(Applaudissements).
La situation dans notre département, comme vous le savez, est un peu spéciale... alors que la totalité des fédérations du Parti et les militants étaient à débattre sur un éventail de six motions, nous nous trouvions fortement invités à en choisir une 7ème. Alors que dans 99 départements, les militants ont mené un débat politique dans le centième, dans le nôtre on nous proposait une motion locale dont le seul but était à l'évidence d'éviter le débat de fond.
(Applaudissements).
En disant cela, mes camarades, je ne conduits aucune polémique., c'est la motion D elle-même qui le dit, et je cite :
"Les signataires de cette motion ont délibérément choisi de ne pas traiter les problèmes économiques, sociaux, de politique intérieure, de politique étrangère, de la rupture avec le capitalisme, de l'union de la Gauche, etc., qui sont exposés dans toutes les autres motions"
Alors, si nous ne pouvions pas parler de politique intérieure, de politique étrangère, de politique sociale, économique, si nous devions aussi éviter de traiter des problèmes de rupture avec le capitalisme ou de l'union de la Gauche, sans compter les…etc. parmi lesquels sans doute, on doit ranger la démocratie dans le Parti, de quoi devions-nous parler ?
(Applaudissements).
Voilà donc l'événement politique : devant un vide et pour la première fois, un nombre significatif de militants des Bouches-du-Rhône ont décidé de débattre

Fondation Jean Jaurès

quand même afin de parler de politique.
Nous avions donc le choix entre l'immobilisme et le mouvement. Nous avons choisi le mouvement, l'imagination et l'audace. C'est un signe, mes camarades, c'est un symbole, celui du renouveau dans notre Parti, de sa vitalité et de la qualité de ses militants.
En sortant du cercle traditionnel des mots et des manœuvres, nous proposons aux militants de l'ensemble du Parti une nouvelle image et une nouvelle pratique politique.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jean Poperen, dernier orateur de la soirée.
Je vous donnerai, après son intervention, les heures de réunion des courants et les salles où ces courants se retrouveront.

Jean Poperen

Chers camarades, par delà les péripéties politiques, deux événements ont encadré l'année que nous venons de vivre, deux événements qui se sont inscrits au plus profond de la conscience des peuples, des pays industriellement avancés :
En mars 1978, la marée noire du naufrage de l'Amoco Cadiz ;
Cette semaine, l'accident de la centrale nucléaire américaine.
Ainsi, plus le progrès technique et scientifique s'accélère, plus grandissent les risques du progrès. Ainsi, comme chaque fois que l'humanité fait un pas en avant, la question lui est aujourd'hui posée de savoir si le progrès se retournera contre l'homme ou si l'homme maîtrisera le progrès.
Du coup, l'avènement d'une société nouvelle, Socialiste, n'est plus seulement affaire de justice sociale, de mieux être pour le plus grand nombre. Elle n'est pas seulement une condition de l'épanouissement humain. Elle est une question de survie pour l'humanité elle-même.
Si l'angoisse sourd au cœur de notre monde, c'est parce que nous sentons tous que ce système nous mène au désastre, au pire à l'holocauste atomique, à tout le moins au chaos par l'ampleur des dérèglements économiques.
La volonté des hommes sera-t-elle la plus forte ou la logique du profit ?
Au temps, pas si lointain, de la prospérité, de bons apôtres nous expliquaient gravement que le capitalisme avait changé et que sa raison n'était plus la recherche du profit. Et puis, la crise hideuse est venue et le capitalisme fait des millions de chômeurs pour maintenir ce que les idéologues appellent la rentabilité et qui n'est autre que le profit.
Hier, la croissance pour gonfler le profit. Aujourd'hui, la non croissance pour sauver le profit. Ce monde est à l'envers.
Remettre le monde sur ses bases, restituer au progrès sa rationalité, c'est rendre à l'effort humain sa finalité humaniste, c'est rompre avec le système capitaliste.
La rupture. Je voudrais me borner à deux constatations qui me semblent de bon sens :
La rupture, nous ne la réussirons pas d'un coup. Nous ne la réussirons pas dans

Fondation Jean-Jaurès

l'isolement. La rupture, faite d'un coup, quel Socialiste a jamais soutenu, qui au Parti Socialiste croit au rythme du grand soir ? Qui donc imagine que la transformation de ces machineries complexes, que sont nos économies et nos sociétés modernes, résulterait de quelques décrets acclamés après la prise d'un quelconque Palais d'hiver ? Quelle caricature des idées qui nous sont ou devraient nous être communes ?
A ceux qui, voudraient, sur ce point, nous faire la leçon, rappelons que c'est tout le contraire de la stratégie du grand soir que le Parti Socialiste a choisi dès 1972. Et cela justement en concluant le programme commun de la Gauche. Le programme commun n'était pas seulement un contenu. Il était un choix de transformations par étapes et dont justement, le contenu correspondait à la première étape.
Ce qui est vrai, en revanche, c'est que si le changement ne se fait pas d'un coup, il faut, dès le départ, je veux dire dès les premières semaines d'un gouvernement de gauche, à direction Socialiste, assumer les conditions de base de la rupture, et cela s'appelle élargissement notable du champ des nationalisations, destruction des principaux instruments de coercition de l'appareil d'Etat, et c'est peut-être là qu'est le vrai débat, le débat que le faux procès sur la rupture a tendu à occulter.
Nous ne réussirons pas dans l'isolement. A cet égard, une question nous est souvent posée : comment espérer réaliser la transformation Socialiste de la France dans un environnement hostile ?
Si l'on s'enferme dans une vision mécaniste des choses, en effet il n'y a pas de réponse positive. En effet, il n'y aura pas de Socialisme en France si dans les années qui suivent l'arrivée d'un gouvernement de gauche et l'application de la première partie de son programme, rien ne se passe alentours et si la sainte alliance du capitalisme est libre de nous étrangler.
Mais justement, comment croire qu'il ne se passera rien ? Et c'est ici que se mesure notre responsabilité pour ce qui va se passer très bientôt chez nous.
Qui pourrait être assez pessimiste, assez morose et finalement assez irréaliste pour ne pas parier sur le formidable ébranlement que provoquera dans toute l'Europe occidentale cet événement considérable : la venue d'un gouvernement de gauche à direction Socialiste au pouvoir en France ? L'onde de ce choc ne peut manquer d'entraîner des changements ailleurs qui se traduiront par une modification globale du rapport des forces dans le monde occidental. Ou nous ne croyons pas à la force de nos idées, à l'efficacité de notre combat ou nous devons agir dans cette perspective dynamique en jouant de la dialectique de nos propres succès !
Notre succès modifiera l'environnement international,

Le président - S'il vous plait, que cessent les conversations particulières, nous avons encore un quart d'heure d'attention à avoir, ayez-le !
Tu peux poursuivre.

Jean Poperen - ... Et il est étrange de voir des gens qui se réclament du marxisme, je veux dire les Communistes français, traiter de la nation comme

Fondation Jean Jaurès

d’une réalité immuable, alors que; le marxisme le plus élémentaire enseigne comme une
Evidence que la nation a correspondu à un stade déterminé de l’évolution du capitalisme, celui du marché national, dont il est clair aujourd’hui qu’il cède la place à des structures supranationales.
Nous, Socialistes, en tout cas, nous ne serons pas en retard d’une génération ou plus et nous faisons plutôt confiance à Marx qu’à Barrès ou à Mauras, II n’y aura plus d’indépendance dans un séparatisme nationaliste, Le séparatisme nationaliste, c’est la certitude de la domination américaine ou les nations, légitimement soucieuses de préserver et d’enrichir leurs valeurs nationales, s’uniront pour une Europe Socialiste ou succomberont en détail sous la loi du plus fort. La France ne le réussira qu’avec les forces Socialistes et syndicales européennes, avec les forces du mouvement ouvrier européen.
Mais naturellement, la réussite dépend d’abord de nous, de ce point de vue, l’année qui vient de s’écouler aura été très importante, parce que le Parti Socialiste détient la clé du succès à gauche, parce que de sa force dépend que la Gauche enfin l’emporte. Tout a été fait pour la démobiliser, l’affaiblir, la pousser à changer de route et si possible la briser, et pour atteindre naturellement celui qui représente le mieux la politique qu’ensemble nous avons choisie.
Mais le Parti a tenu, il n’a pas cru que tout était perdu, parce que tout n’était pas gagné tout de suite, (applaudissements) Et les votes qu’il vient d’émettre consacrent son sérieux, sa fermeté politique.
Le Parti dans sa majorité ne pense pas s’être en quoi que ce soit fourvoyé.
Le Parti dans sa majorité pense que c’est la direction du Parti Communiste qui a pris seul, délibérément, la responsabilité de faire perdre la Gauche, et en cela le Parti pense ce que tout le monde en France pense, ce que tout le monde sait, et il est regrettable que ce soit seulement sur les franges du Parti Socialiste, parfois
dans ses rangs, qu’il se trouve des voix pour suggérer que les responsabilités pourraient être partagées... (applaudissements)… en bref, pour inventer des arguments dont l’effet serait d’innocenter en quoi que ce soit la direction Communiste de la responsabilité écrasante, terrible, qu’elle a prise dès septembre 1977. Mais surtout, et cela est plus important parce que cela concerne l’avenir, le vote émis par l’ensemble des militants Socialistes signifie que dans leur très forte majorité ils ne veulent ni changement, ni même infléchissement de la politique que le Parti s’est donnée.
Oui, nous avons eu raison de faire ce que nous avons fait depuis qu’a commencé notre longue marche avec l’élection présidentielle de 1965. (Applaudissements)
Oui, nous avons eu raison, et c’est pour cela que noua allons continuer, (applaudissements)
Oui, la stratégie d’union de la Gauche et du front de classe était la bonne.
Oui, c’est elle qui a fait du Parti Socialiste le premier parti de France.
Oui, c’est elle qui donne aujourd’hui à la Gauche toutes ses chances de gagner.
Non à tout ce qui serait, sous des prétextes et des modalités divers, la remise en cause d’une politique qui a si évidemment réussi.
Enfin, camarades, comment être hésitant, timoré, grincheux, quand un an après

avoir été sauvé du désastre par le virage anti-unitaire du Parti Communiste et par la déformation des résultats grâce au système électoral, c'est le Pouvoir qui est sur la défensive ?
Notre Congrès se réunit en un moment où le pouvoir giscardien est en pleine crise, où la Droite apparaît irrémédiablement divisée. Sans doute, quand l'enjeu est considérable, et il l'est, toujours le destin hésite avant de basculer, mais notre chance historique est là, elle est entre nos nains et nos adversaires, eux, le savent, ils sont sans illusion, ils savent qu'ils sont minoritaires et que les artifices de la politique ne détourneront pas longtemps cette vérité profonde.
Allons-nous, nous, gâcher cette chance par notre impatience, par notre fébrilité, ou par quelque calcul politique particulier ?
La politique du Parti, nous dit-on, n'est pas en cause. Mais qu'est-ce donc, alors, chers camarades, qui est en cause ? Si l'essentiel, le choix stratégique, n'est pas en cause, pourquoi tout ce bruit ? Pourquoi tout ce tumulte depuis un an ? S'il ne s'agissait que d'améliorer ce que nous avions choisi en commun, nous pouvions le faire ensemble ! Mais si certains, qui depuis des années étaient partie prenante au plus haut niveau de l'œuvre entreprise, se sont séparés de la majorité du Parti, c'est que les raisons devaient être sérieuses, c'est que l'essentiel devait être en question et le Parti l'a parfaitement compris. Il a bien entendu qu'au-delà du rite des motions, on avait parlé de la stratégie de l'échec, que le camarade rédacteur en chef de la revue "Faire" avait écrit en octobre : "Nous, la nouvelle gauche, avons fait un détour hors de ces forces de gauche pour les réinvestir ensuite et en modifier l'orientation", que le camarade Taddéi avait substitué au front de classe la notion de parti interclasse, qu'enfin le Premier secrétaire d'une importante fédération écrivait, il y a quelques semaines, dans "L'Espoir" du Pas-de-Calais: "L'Union de la Gauche, elle est nécessaire, mais elle est impossible" L'enjeu de ce Congrès c'était de décider si la stratégie qu'on a appelé à l'automne critique se substituerait à la stratégie de l'union.
Le Parti s'est prononcé, il convient donc qu'à l'issue de ce Congrès une large majorité s'exprime pour d'abord réaffirmer sans équivoque le choix stratégique du Parti sans équivoque et sans approximation, car il nous faut à mon avis être très rigoureux en cette affaire.
Lorsque j'entends notre camarade Pierre Mauroy dire, comme il l'a fait lundi matin, que notre ligne doit être plus autonome par rapport au Parti Communiste, que faut-il entendre ? Aurions-nous donc été suivistes ? Quand ? Où ? Comment ? Avons-nous cédé quoi que ce soit d'essentiel au Parti Communiste ? Pierre Mauroy le sait bien, ce fut tout l'enjeu de l'épreuve, que le Parti Communiste nous a imposés en septembre 1977, on voulait nous acculer, soit à prendre la responsabilité de rompre l'union, soit à capituler devant l'exigence du Parti Communiste. Nous n'avons fait ni l'un, ni l'autre, et c'est en quoi nous avons été parfaitement unitaires, et ce fut une démarche unanime, démocratiquement délibérés de la délégation Socialiste, dirigée, il est vrai, avec la maîtrise exceptionnelle qui est la sienne en ces circonstances, par François Mitterrand.
Alors, si nous n'avons pas été suivistes, plus autonomes, est-ce une invitation à prendre quelque distance avec l'union ? Nous sommes ici au cœur du débat, au

cœur du problème politique, toujours le même, puisqu'il commande la politique française. La stratégie unitaire, en effet, ça n'est pas seulement tenir bon, ce n'est pas la passivité, c'est ne jamais relâcher le combat quotidien, persévérant, ingrat, sur le terrain, et au sommet pour le rassemblement de classe des travailleurs, c'est en même temps ne pas céder aux ultimatums des dirigeants Communistes.
Et tout dépend du Parti Socialiste : l'union, condition indispensable de la victoire, serait rompue, perdue, si le Parti Socialiste tant soit peu prenait ses distances avec le front de classe, mais elle serait perdue aussi si le Parti Socialiste capitulait devant les ultimatums d'autrui.
Toute la stratégie de la Droite, toute celle du Parti Communiste visent au même but : nous pousser, soit à rompre l'unité, soit à capituler. Ceux qui savent qu'ils vont perdre le pouvoir et ceux qui savent qu'ils ne retrouveront pas leur pouvoir prépondérant sur la Gauche, ont un intérêt commun à nous faire plier. C'est le sens de l'épreuve de force dans laquelle nous sommes engagés. C'est pourquoi ce Congrès était si important. C'est pourquoi son issue était espérée avec une mine gourmande par tous es adversaires de l'union, à l'Elysée, mais aussi ailleurs. C'est pourquoi la réponse doit être Eclatante. Elle doit être celle de la plus large majorité possible, mais naturellement, nous ne réussirons qu'avec un Parti uni. Pour faire l'union, unissons-nous d'abord, et la rigueur, si elle est nécessaire, ne va pas sans la tolérance. Le Parti Socialiste est le Parti de tous les Socialistes, il doit le rester. (applaudissements)
L'unité du Parti n'est pas en cause parce qu'il y a une majorité et une minorité, il en a toujours été ainsi depuis que le Parti existe. L'unité du Parti, cela implique aussi que se poursuivre le lent, le patient effort pour gommer les particularismes, pour que prenne l'alliage des diverses sensibilités du Parti, pour que soit vécu en harmonie et non comme un conflit épuisant la diversité des cultures dont, en effet, Michel Rocard avait évoqué à Nantes la réalité.
J'avais compris à l'époque qu'il se félicitait, lui aussi, d'une complémentarité qui est une des caractéristiques du Socialisme français. Aujourd'hui, j'ai eu le sentiment, et son discours de tout à l'heure ne m'a pas détrompé, qu'il en allait autrement. Je crains qu'il ne pose cette dualité de cultures en termes d'affrontement. Mardi dernier, répondant à une interview dans un journal local, il disait : affrontement de cultures et de comportement, et il pressait François Mitterrand de trancher au nom de la cohésion doctrinale.
Et voilà donc, on l'a évoqué tout à l'heure, ressuscité, le vieux débat du siècle entre Jaurès et Guesde, singulière modernité, celle qui nous ramènerait, sous prétexte de doctrine au choc des ostracismes, qui nous ramènerait à 1965. Dangereuse tentation surtout que de défaire ce qu'Epinay avait décidément consacré, la rapprochement puis la fusion des diverses traditions du Socialisme français.
Oui, nous tenons à cette tradition libertaire, si vivace dans tant de régions ouvrières, et dont la spontanéité et la richesse créatrice rejettent la dogmatisme et la capitalisation. Oui, nous tenons aux traditions venues du plus loin du compagnonnage jusqu'aux formules fouriéristes, puis proudhoniennes, de la

coopération et de la gestion ouvrière.
Mais nous ne tirerons un trait ni sur la théorie de la lutte des classes, ni sur leurs conséquences pratiques qui en découlent quant à la nécessité d'une action centralisée, cohérente du mouvement ouvrier contre la bourgeoisie qui, elle, est centralisée et son appareil d'Etat.
La prise en compte des deux cultures ne saurait être la revanche des courants pré-marxistes sur le courant marxiste, car si la classe ouvrière a découvert les limites du Socialisme pré-marxiste qu'on nous présente aujourd'hui comme une nouveauté, ce n'est pas d'abord dans des livres, c'est dans la répression sanglante de ses premières espérances libératrices. C'est parce que les ateliers nationaux de Louis Blanc ont été écrasés par les dragons de Cavaignac, puis les Fédérés de 1871 par les canons de Thiers, et il serait bien imprudent de se rassurer en se disant que les temps ont changé. A voir comment Giscard et Barre rôdent autour du droit de grève et de Manifestation, on comprend que ces messieurs seraient prêts, s'il en était besoin, à se servir du sabre, et qu'en effet c'est dans la bonne bourgeoisie libérale que se recrutent les Versaillais.
Non, la modernité de la Gauche, ce n'est pas de passer à la trappe toute l'expérience d'un siècle et demi de luttes, c'est appliquer cette expérience aux réalités nouvelles. Faire du neuf, ce n'est pas repartir à zéro.
Pour cette grande oeuvre unificatrice qui est notre patrimoine commun, nous sommes confiants dans le concours de la grande majorité des camarades, de ceux par exemple qui, avec Pierre Mauroy, savent plus que d'autres que l'avenir du Socialisme se fait avec tous, et que depuis longtemps, et pour le plus grand bien de notre Gauche commune, ont su mêler l'humanisme de Jaurès et l'exigeante conscience de classe des Guédistes. Ceux-là! Nous en avons la certitude, ne se méprendront pas.
C'est avec la majorité telle qu'elle apparaît dès maintenant au seuil de ce Congrès que se prolongera, dans des conditions nouvelles, ce que fut le combat de toujours du grand courant populaire né aux sources prolétariennes dont eux entre autres sont ici des témoignages.
Il nous faut maintenant savoir si ce débat deviendra affrontement ou effort pour nous réunir.
Michel Rocard nous avertit que ce débat sur les deux cultures ne fait que commencer. Je veux croire qu'il ne s'agit là que d'un emballement de Congrès. Nous voulons croire que la raison l'emportera, que Michel Rocard et ses amis n'imposeront pas au Parti ce débat ruineux et inutile, d'autant plus que cette bataille, à mon avis, ils ne la gagneraient pas, car lorsqu'on ira au fond des choses, on s'apercevra que c'est la réalité même de la Gauche française, dans son essence rationaliste, qui est en cause.
(Applaudissements)
La Gauche n'acceptera pas de mettre sa propre réalité en cause. Plutôt qu'un déchirement destructeur, choisissons la lente habitude de vivre ensemble. Toutes nos cultures apportent au Socialisme, et le Socialisme a besoin de toutes.
Croyez-moi, il y a à faire pour tous, et notre victoire sera notre victoire à tous.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, demain seront soumises au Congrès les propositions concernant la Commission des résolutions. Les débats reprendront à 9H30 sous la présidence d'Annette Chépy.
La séance est levée.

Coll. Fondation Jean-Jaurès